

**EVIDENCE**

OTTAWA, Tuesday, September 26, 2023

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met with videoconference this day at 6:30 p.m. [ET] to examine Bill C-234, An Act to amend the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act.

**Senator Robert Black** (*Chair*) in the chair.

[*English*]

**The Chair:** Honourable senators, everyone, it's good to see you here. I begin by welcoming members of the committee and also our witnesses, in person and online, and those watching the meeting this evening. My name is Rob Black, chair of the committee and a senator from Ontario. I'd like to start by asking senators around the table to introduce themselves.

**Senator Simons:** Senator Paula Simons, Alberta, Treaty 6 territory.

**Senator Klyne:** Marty Klyne, senator from Saskatchewan, Treaty 4 territory.

**Senator Woo:** Good evening. Yuen Pau Woo from British Columbia.

**Senator MacAdam:** Jane MacAdam, Prince Edward Island.

**Senator Oh:** Senator Oh from Ontario.

**The Chair:** It's good to have some senators here who are representing others; thanks for being here. Thanks to our support folks, the team behind us, who have gone to great lengths to make sure we were able to connect with our online witnesses.

Today, the committee is meeting on Bill C-234, An Act to amend the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act. Our witnesses for panel number one are, from the Agriculture Carbon Alliance, co-chairs Dave Carey and Scott Ross; and from the Ontario Agri Business Association, Mr. Russell Hurst, Executive Director.

Unfortunately, we are not able to hear from Mr. Orb from the Saskatchewan Association of Rural Municipalities, but he will join us on another day.

From the Grain Growers of Canada, we have Kyle Larkin, Executive Director, and Andre Harpe, Chair, by video conference.

**TÉMOIGNAGES**

OTTAWA, le mardi 26 septembre 2023

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui, avec vidéoconférence, à 18 h 30 (HE), pour examiner le projet de loi C-234, Loi modifiant la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre.

**Le sénateur Robert Black** (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

**Le président :** Honorables sénateurs et sénatrices, mesdames et messieurs, je suis heureux de vous voir tous ici. Pour commencer, je tiens à souhaiter la bienvenue aux membres du comité et aussi à nos témoins, en personne et en ligne, ainsi qu'aux personnes qui observent la réunion ce soir. Je m'appelle Rob Black et je suis président du comité et sénateur de l'Ontario. J'aimerais commencer par demander aux sénateurs autour de la table de se présenter.

**La sénatrice Simons :** Sénatrice Paula Simons, Alberta, territoire visé par le Traité n° 6.

**Le sénateur Klyne :** Marty Klyne, sénateur de la Saskatchewan, territoire visé par le Traité n° 4.

**Le sénateur Woo :** Bonsoir. Yuen Pau Woo, de la Colombie-Britannique.

**La sénatrice MacAdam :** Jane MacAdam, Île-du-Prince-Édouard.

**Le sénateur Oh :** Sénateur Oh, de l'Ontario.

**Le président :** Il est bon d'avoir ici certains sénateurs qui en représentent d'autres; merci d'être ici. Merci à notre équipe de soutien derrière, qui s'est donné beaucoup de mal pour veiller à ce que nous puissions communiquer avec nos témoins en ligne.

Aujourd'hui, le comité se réunit au sujet du projet de loi C-234, Loi modifiant la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre. Nos témoins du premier groupe sont les coprésidents Dave Carey et Scott Ross, de l'Alliance sur le carbone d'origine agricole; et M. Russell Hurst, directeur général de l'Association des entreprises agricoles de l'Ontario.

Malheureusement, nous ne serons pas en mesure d'entendre M. Orb, de l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan, mais il se joindra à nous un autre jour.

Nous recevons Kyle Larkin, directeur général, et Andre Harpe, président, par vidéoconférence, des Producteurs de grains du Canada.

We will hear opening remarks from Mr. Carey, Mr. Ross, Mr. Hurst and Mr. Larkin. You'll each have five minutes. I'll signal at one minute left with my hand raised. When we get to about 30 seconds, both hands are going up, and that's time to think about wrapping up.

I understand Mr. Carey and Mr. Ross will be splitting their five minutes.

**Dave Carey, Co-Chair, Agriculture Carbon Alliance:** Thank you for the invitation to appear today on Bill C-234. With me is Scott Ross, my co-chair. The Agriculture Carbon Alliance, or ACA, is the first-of-its-kind coalition of 5 national farm organizations established to ensure that Canada's farmers have a constructive voice in informing Canada's agri-environmental policies to maintain competitiveness, support farmers' livelihoods and leverage farmers' critical role as stewards of the land. Our membership encompasses major commodities, including everything from seed and grains to pork and sheep, to cattle, fruit and vegetables, forage, dairy and poultry. Collectively, ACA represents more than 190,000 farm businesses that directly contribute \$32 billion to Canada's GDP.

Bill C-234 is a key policy priority for our members. To remain competitive and environmentally sustainable, farmers increasingly need to invest capital into their innovations that drive efficiencies, reduce fuel use and implement best management practices which lead to fewer emissions, a better environmental footprint and that allow them to continue doing what they do best — provide food for Canadians and the world.

Currently, farmers pay a carbon price for utilizing natural gas and propane for on-farm practices that are central to food production. These practices include grain drying, heating and cooling of livestock barns and greenhouses, feed preparation, steam flaking and irrigation.

Carbon pricing was implemented as a mechanism to change behaviour. However, with no viable alternatives, pricing these activities does not incite behavioural changes away from the use of natural gas and propane. Instead, it adds significant financial burden on producers who don't have other viable options.

Bill C-234 would ensure farmers maintain capital at a time of significant inflation, enabling them to make on-farm investments that drive energy efficiencies and reduce their environmental footprint. Investments in these technologies can cost hundreds of

Nous entendrons les déclarations liminaires de M. Carey, M. Ross, M. Hurst et M. Larkin. Vous aurez chacun cinq minutes. Je lèverai la main lorsqu'il vous restera une minute. Lorsque nous arriverons à environ 30 secondes, je lèverai les deux mains, et ce sera le temps de penser à conclure.

Je crois savoir que M. Carey et M. Ross se diviseront leurs cinq minutes.

**Dave Carey, coprésident, Alliance sur le carbone d'origine agricole :** Merci de nous avoir invités à comparaître aujourd'hui concernant le projet de loi C-234. Je suis accompagné de Scott Ross, mon coprésident. L'Alliance sur le carbone d'origine agricole, ou ACA, est la première coalition du genre de 15 organisations agricoles nationales; elle a été établie pour garantir que les agriculteurs du Canada ont une voix constructive dans l'élaboration des politiques agroenvironnementales du Canada afin de maintenir la compétitivité, de soutenir les moyens de subsistance des agriculteurs et de tirer parti du rôle essentiel des agriculteurs en tant qu'intendants de la terre. Nos membres produisent les principaux produits de base, des semences aux céréales, en passant par le porc et le mouton, les bovins, les fruits et les légumes, les fourrages, les produits laitiers et la volaille. Collectivement, l'ACA représente plus de 190 000 entreprises agricoles qui contribuent directement au PIB du Canada à hauteur de 32 milliards de dollars.

Le projet de loi C-234 est une priorité stratégique clé pour nos membres. Pour demeurer compétitifs et durables sur le plan environnemental, les agriculteurs doivent de plus en plus investir du capital dans leurs innovations afin de gagner en efficacité, de réduire l'utilisation de carburant et de mettre en œuvre les meilleures pratiques de gestion, ce qui contribue à la réduction des émissions et à une meilleure empreinte environnementale et leur permet de continuer de faire ce qu'ils font le mieux : fournir des aliments aux Canadiens et au monde entier.

À l'heure actuelle, les agriculteurs paient un prix du carbone pour l'utilisation du gaz naturel et du propane dans le cadre de pratiques agricoles qui sont essentielles à la production alimentaire. Ces pratiques comprennent le séchage des céréales, le chauffage et le refroidissement des étables et des serres, la préparation des aliments pour animaux, le floconnage et l'irrigation.

La tarification du carbone a été mise en œuvre en tant que mécanisme visant à changer les comportements. Toutefois, sans solution de rechange viable, la tarification de ces activités n'incite pas à changer de comportement et à renoncer à l'utilisation du gaz naturel et du propane. Au contraire, elle ajoute une charge financière importante aux producteurs qui n'ont pas d'autres options viables.

Le projet de loi C-234 garantirait que les agriculteurs conservent leur capital en période d'inflation importante, ce qui leur permettrait de réaliser des investissements à la ferme pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire leur empreinte

thousands of dollars, and when no alternatives exist, carbon surcharges pull capital away from investments that would augment the sector's potential to further reduce emissions.

ACA members are not philosophically opposed to a price on pollution. We are, however, opposed to burdening Canadian farmers with punitive costs as they undertake practices that are essential to producing food, feed and fibre. When the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act was introduced, it exempted gasoline and diesel used on farm. We believe that natural gas and propane used on farm should be treated the same.

**Scott Ross, Co-Chair, Agriculture Carbon Alliance:** Exemptions are, simply put, the best option. A June 2021 Parliamentary Budget Officer report on the government's environmental plan estimated that increasing the carbon tax by an additional \$120 per tonne — from \$50 per tonne to \$170 per tonne — by 2030 would lower the sector's emissions by less than one megatonne of carbon dioxide, or an emissions reduction of around 1%. This would cost farmers \$1 billion, resulting in less investment and innovation and potentially exacerbating food security in the process.

Unfortunately, the rebates for farmers implemented through Bill C-8 failed to account for the factors — largely beyond farmers' control — that drive significant variability in the use of propane and natural gas. In reality, the aggregate approach means that many farmers received only a fraction back of what they paid in carbon tax in rebates. That means less money to reinvest on the farm. Rebates are also retrospective and time-delayed, discouraging prompt investments.

Bill C-234 would provide a comprehensive but targeted exemption for essential activities that lack viable alternatives. It would leave the money in farmers' pockets to make timely investments in their operations. It should not be forgotten that farmers are innovative climate solution providers, sequestering millions of tonnes of carbon, protecting biodiversity and grasslands and utilizing the latest technologies — where commercially viable — to reduce fuel and water use.

environnementale. Les investissements dans ces technologies peuvent coûter des centaines de milliers de dollars, et en l'absence de toute solution de rechange, les suppléments de carbone détournent les capitaux des investissements qui augmenteraient le potentiel du secteur de réduire davantage ses émissions.

Les membres de l'ACA ne s'opposent pas en principe à la tarification de la pollution. Nous nous opposons toutefois à l'idée d'accabler les agriculteurs canadiens de coûts punitifs alors qu'ils entreprennent des pratiques qui sont essentielles à la production de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et de fibres. Lorsque la Loi sur la tarification de la pollution par les gaz à effet de serre a été mise en œuvre, elle exemptait l'essence et le diésel utilisés à la ferme. Nous pensons que le gaz naturel et le propane utilisés à la ferme devraient être traités de la même manière.

**Scott Ross, coprésident, Alliance sur le carbone d'origine agricole :** Pour dire les choses simplement, les exemptions constituent la meilleure option. Selon un rapport du directeur parlementaire du budget publié en juin 2021 concernant le plan environnemental du gouvernement, on estimait que l'augmentation de la taxe sur le carbone de 120 \$ la tonne — pour la faire passer de 50 \$ à 170 \$ la tonne — d'ici 2030 abaisserait les émissions du secteur de moins d'une mégatonne de dioxyde de carbone, soit une réduction des émissions d'environ 1 %. Cette mesure coûterait un milliard de dollars aux agriculteurs, entraînant une diminution des investissements et de l'innovation et exacerbant potentiellement la sécurité alimentaire en même temps.

Malheureusement, les remises accordées aux agriculteurs dans le cadre du projet de loi C-8 ne tenaient pas compte des facteurs — largement indépendants de la volonté des agriculteurs — qui entraînent une variabilité importante dans l'utilisation du propane et du gaz naturel. En réalité, la méthode globale signifie que de nombreux agriculteurs ne reçoivent qu'une portion de ce qu'ils ont versé en taxe sur le carbone sous forme de remises. Cela signifie qu'ils ont moins d'argent à réinvestir dans la ferme. Les remboursements sont aussi rétroactifs et différés dans le temps, ce qui décourage les investissements rapides.

Le projet de loi C-234 prévoirait une exemption globale, mais ciblée dans le cas des activités essentielles pour lesquelles il n'existe aucune solution de rechange viable. Les agriculteurs conserveraient l'argent dans leurs poches afin de pouvoir réaliser des investissements opportuns dans le cadre de leurs activités. Il ne faut pas oublier que les agriculteurs sont des fournisseurs de solutions climatiques novatrices, qui séquestrent des millions de tonnes de carbone, protègent la biodiversité et les pâturages et utilisent les dernières technologies — lorsqu'elles sont viables sur le plan commercial — pour réduire l'utilisation du carburant et de l'eau.

Over the past 20 years, without carbon pricing, agricultural production doubled while total emissions from the sector have been relatively stable, resulting in a 50% decrease in GHG emission intensity from 1997 to 2017.

Farmers, growers and ranchers are stewards of their lands, adopting the best environmental practices whenever possible to continue to invest in innovations. They need to remain competitive and have access to sufficient capital. By adopting policies that support these outcomes, they will be able to further their investments in the sustainability of their operations, furthering emissions reductions and sequestering carbon while feeding Canadians and the world.

Canada's farmers, growers and ranchers are strong supporters of Bill C-234, and we look forward to any questions you might have. Thank you.

**The Chair:** Thank you very much.

**Russell Hurst, Executive Director, Ontario Agri Business Association:** Good evening, Mr. Chair and members of the committee. Thank you for providing us the opportunity to comment on the committee's study of Bill C-234.

The Ontario Agri Business Association, or OABA, is an industry group that represents companies ranging from single owner operators to large multinationals who operate country and terminal grain elevators, livestock, feed mills and crop input facilities at approximately 500 locations throughout the province of Ontario.

In terms of our sector's economic impact, on an annual basis, our members generate in excess of \$19 billion in sales and employ over 30,000 full-time and part-time staff.

OABA and its members are very supportive of the concept of financial relief to Canadian primary producers who otherwise currently have no viable, large-scale energy alternatives and are incurring federal carbon taxes into their costs of production, both grain drying and heating livestock housing.

The cost of grain drying, either on farm or at any one of our over 300 commercial grain elevators in Ontario, is an essential part of the harvest process to ensure that the grains can be used for food, feed and biofuels. OABA recommends that, as part of the Senate committee's study, you examine the potential for inclusion of farmers' drying expenses incurred at commercial elevators.

Au cours des 20 dernières années, sans tarification du carbone, la production agricole a doublé alors que les émissions totales provenant du secteur ont été relativement stables, ce qui a entraîné une diminution de 50 % de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre de 1997 à 2017.

Les agriculteurs, les producteurs et les éleveurs sont des intendants de leurs terres, qui adoptent les meilleures pratiques environnementales dès que c'est possible pour continuer d'investir dans l'innovation. Ils doivent rester compétitifs et avoir accès à un capital suffisant. Si l'on adopte des politiques qui soutiennent ces résultats, ils seront en mesure de poursuivre leurs investissements dans la durabilité de leurs activités, et de favoriser la réduction des émissions et la séquestration du carbone tout en nourrissant les Canadiens et le monde entier.

Les agriculteurs, les producteurs et les éleveurs du Canada sont très favorables au projet de loi C-234, et nous sommes impatients de répondre à vos questions. Je vous remercie.

**Le président :** Merci beaucoup.

**Russell Hurst, directeur général, Association des entreprises agricoles de l'Ontario :** Bonsoir, monsieur le président et mesdames et messieurs. Merci de nous fournir l'occasion de nous prononcer sur l'étude du projet de loi C-234 entreprise par le comité.

L'Association des entreprises agricoles de l'Ontario, ou OABA, est un groupe industriel qui représente des entreprises allant de l'exploitant unique à la grande multinationale, qui exploitent des élevateurs à grains primaires et des silos terminaux, des élevages, des provenderies et des installations de traitement des récoltes dans environ 500 sites de l'ensemble de la province de l'Ontario.

En ce qui concerne les répercussions économiques de notre secteur, chaque année, nos membres génèrent un chiffre d'affaires de plus de 19 milliards de dollars et emploient plus de 30 000 employés à temps plein et à temps partiel.

L'OABA et ses membres sont très favorables au concept d'aide financière pour les principaux producteurs canadiens qui ne disposent autrement d'aucune solution de rechange énergétique viable à grande échelle et doivent payer des taxes fédérales sur le carbone pour leurs coûts de production, tant pour le séchage des grains que pour le chauffage des bâtiments d'élevage.

Le coût du séchage des grains, que ce soit à la ferme ou dans n'importe lequel de nos plus de 300 silos-élevateurs commerciaux de l'Ontario, fait partie essentielle du processus de récolte pour garantir que les grains peuvent être utilisés comme aliments, aliments pour animaux et biocarburants. L'OABA recommande que, dans le cadre de l'étude du comité sénatorial, vous examiniez la possibilité d'inclure les dépenses engagées par

The majority of farm operations in Ontario do not have their own on-farm grain-drying capacity. This is vastly different from Western Canadian production systems where most farm operations have on-farm grain-drying capacity. The specific percentages within Ontario vary regionally, but, in aggregate, approximately two thirds of the volume of corn grown in the province is dried at commercial grain elevators operated by OABA members.

As Bill C-234 is currently structured, it has the unintended result of creating a significant cost-of-production imbalance among Ontario farmers due to the proposed exemption being exclusive to those farm operations that have on-farm drying capacity and no carbon tax relief for those farmers that make the business decision to dry their grain at one of the 357 commercial elevators located throughout the province. If no amendments are made, approximately one third of the grain-drying expenses incurred in Ontario will be carbon tax-exempt with the remaining two thirds not exempt.

On-farm grain-drying can be a very capital-intensive process with new grain dryers ranging in cost from several hundred thousand to several million dollars for high-efficiency, high-throughput operations. The majority of Ontario farm operations choose to allocate capital to other aspects of their farm businesses and use commercial grain elevators to provide timely and, in most cases, more energy and cost-efficient grain-drying services to the crops grown.

Estimates based on Grain Farmers of Ontario's published analysis show that the carbon tax exemption at current rates would result in approximately \$18.20 per acre cost of production disparity for corn grown this current year. This would also rise to \$47.60 per acre by 2030 when the carbon tax is set at \$170.

Stated another way, Ontario farmers harvested 2.2 million acres of corn in 2022. Two thirds of that total production is estimated to be dried at commercial elevators. At current carbon tax rates, Ontario farmers who choose to use commercial grain-drying services would not be eligible for over \$27 billion in carbon tax relief at the current rate and over \$70 million by 2030 if harvested acres remain unchanged.

We recommend the committee examine the potential to further amend the bill in an effort to ensure that Ontario farmers benefit from the proposed bill equally. Additionally, we have the following considerations: When grain is dried at a commercial

les agriculteurs pour le séchage aux silos-élevateurs commerciaux.

La plupart des exploitations agricoles de l'Ontario ne sont pas en mesure de procéder au séchage des grains à la ferme. Cela diffère grandement des systèmes de production de l'Ouest canadien, où la plupart des exploitations agricoles possèdent cette capacité. Les pourcentages précis en Ontario varient d'une région à l'autre, mais, dans l'ensemble, environ deux tiers du volume du maïs cultivé dans la province est séché dans les silos-élevateurs commerciaux exploités par les membres de l'OABA.

La structure actuelle du projet de loi C-234 a pour conséquence involontaire de créer un déséquilibre important entre les coûts de production des agriculteurs de l'Ontario, car l'exemption proposée ne concerne que les exploitations agricoles qui possèdent la capacité de séchage à la ferme, et ne prévoit aucun allègement de la taxe sur le carbone pour les agriculteurs qui décident de sécher leurs céréales dans l'un des 357 silos commerciaux de la province. Si aucune modification n'est apportée, environ un tiers des dépenses engagées pour sécher les céréales en Ontario seront exonérées de la taxe sur le carbone, les deux tiers restants n'étant pas exonérés.

Le séchage des grains à la ferme peut être un processus à forte intensité de capital, les nouveaux séchoirs à grains coûtant de plusieurs centaines de milliers à plusieurs millions de dollars pour des exploitations à haut rendement et à grande capacité. La plupart des exploitations agricoles de l'Ontario choisissent d'affecter leur capital à d'autres aspects de leurs activités agricoles et utilisent les silos-élevateurs commerciaux pour fournir des services de séchage des grains en temps opportun et, dans la plupart des cas, de manière plus efficace sur le plan énergétique et économique pour les cultures produites.

Selon les estimations fondées sur l'analyse publiée par Producteurs de grains de l'Ontario, l'exonération de la taxe sur le carbone aux taux actuels entraînerait une disparité des coûts de production d'environ 18,20 \$ par acre pour le maïs cultivé cette année. Ce chiffre augmenterait également à 47,60 \$ par acre d'ici 2030 lorsque la taxe sur le carbone sera fixée à 170 \$.

Autrement dit, les agriculteurs de l'Ontario ont cultivé 2,2 millions d'acres de maïs en 2022. On estime que les deux tiers de cette production totale seront séchés dans les silos commerciaux. Aux taux actuels de la taxe sur le carbone, les agriculteurs de l'Ontario qui choisissent d'utiliser les services de séchage des céréales commerciaux ne seraient pas admissibles à un allègement de la taxe sur le carbone de plus de 27 milliards de dollars au taux actuel et à plus de 70 millions de dollars d'ici 2030 si les superficies récoltées demeurent inchangées.

Nous recommandons que le comité examine la possibilité de modifier davantage le projet de loi afin que l'on s'assure que les agriculteurs de l'Ontario profitent à parts égales du projet de loi proposé. De plus, nous avons les considérations suivantes :

elevator in Ontario, it is still owned by the farmer who produced it. The commercial elevator operator provides the farmer an invoice for the propane or natural gas used to dry their grain to an agreed-upon moisture level prior to it being placed into storage or utilized by an end user. The administrative process is very similar to what the petroleum sector has already successfully implemented where registered farm businesses provide their chosen fuel supplier a federal carbon tax exemption documentation for fuel consumed.

Ultimately, as a sector, we need to strive for government policy that does not result in financial winners and losers within the marketplace for undertaking a necessary grain management process where there are currently no realistic large-scale alternatives. I implore you to really understand the market imbalance this bill could create and look to study the potential for further amendments.

Thank you, Mr. Chair. I look forward to any comments or questions the committee may have.

**The Chair:** Thank you, Mr. Hurst.

**Kyle Larkin, Executive Director, Grain Growers of Canada:** Thank you, chair. Thank you to the members of the committee for inviting the Grain Growers of Canada, also known as GGC.

As the national voice for Canada's grain farmers, GGC represents over 65,000 producers through our 14 national, provincial and regional grower groups. Our members are trade-oriented, sustainable and innovative. As a farmer-driven association for the grains industry, GGC advocates for federal policy that supports the competitiveness and profitability of grain growers across Canada.

With our colleagues at the Agriculture Carbon Alliance, we are asking for your full support of Bill C-234. Simply put, this legislation is essential to supporting the profitability and viability of grain farms across Canada, as well as their ability to provide food for Canadians and the world.

Canadian farmers are already some of the most sustainable in the world. The government's climate plan entitled *A Healthy Environment and a Healthy Economy*, released in December of 2020, writes that:

lorsque les céréales sont séchées dans un silo commercial en Ontario, elles demeurent la propriété de l'agriculteur qui les a produites. L'exploitant du silo commercial fournit à l'agriculteur une facture pour le propane ou le gaz naturel utilisé pour sécher ses céréales en fonction d'un niveau d'humidité convenu avant qu'elles ne soient stockées ou utilisées par un utilisateur final. Le processus administratif est très semblable à ce que le secteur du pétrole a déjà réussi à mettre en œuvre, où les entreprises agricoles enregistrées fournissent à leur fournisseur de carburant une documentation sur l'exonération de la taxe fédérale sur le carbone pour le carburant consommé.

En fin de compte, en tant que secteur, nous devons nous efforcer d'obtenir une politique gouvernementale qui ne se traduit pas par des gagnants et des perdants financiers sur le marché pour avoir entrepris un processus nécessaire de gestion des céréales lorsqu'il n'y a pas actuellement de solutions de rechange réalistes à grande échelle. Je vous implore de bien comprendre le déséquilibre que ce projet de loi pourrait créer sur le marché et d'étudier la possibilité d'y apporter d'autres amendements.

Merci, monsieur le président. Je suis impatient de répondre à tout commentaire ou à toute question que le comité pourrait avoir.

**Le président :** Merci, monsieur Hurst.

**Kyle Larkin, directeur général, Producteurs de grains du Canada :** Merci, monsieur le président. Je remercie les membres du comité d'avoir invité les Producteurs de grains du Canada, ou PGC.

En tant que voix nationale des producteurs de grains du Canada, les PGC représentent plus de 65 000 producteurs par l'entremise de ses 14 groupes de producteurs nationaux, provinciaux et régionaux. Nos membres sont orientés vers le commerce, le développement durable et l'innovation. En tant qu'association agricole représentant l'industrie des grains, PGC défend les politiques fédérales qui appuient la compétitivité et la rentabilité des producteurs de grains d'un bout à l'autre du Canada.

Avec nos collègues de l'Alliance sur le carbone d'origine agricole, nous vous demandons d'appuyer sans réserve le projet de loi C-234. Autrement dit, ce projet de loi est essentiel pour soutenir la rentabilité et la viabilité des exploitations céréalières de l'ensemble du Canada, ainsi que leur capacité de nourrir les Canadiens et le monde entier.

Les agriculteurs canadiens comptent déjà des pratiques parmi les plus durables du monde. Le plan climatique du gouvernement, intitulé *Un environnement sain et une économie saine*, publié en décembre 2020, indique ceci :

Canadian farmers, ranchers and agri-food businesses are constantly innovating to improve their practices so that they are more sustainable, making greater use of inputs, developing bio-based products and increasing their energy efficiency. . . . In 2018, Canadian agriculture generated 50% fewer greenhouse gas emissions for every dollar of GDP that it generated, compared with 1997.

Grain farmers are natural stewards of their land. Through the widespread adoption of conservation tilling, producers have been able to significantly reduce the use of fuel and sequester hundreds of megatons of carbon over the past decades. Unfortunately, the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act, also known as the carbon tax, does not acknowledge these environmental contributions and has been financially punishing hard-working farmers for years. In fact, the Parliamentary Budget Officer estimates that it will cost farmers nearly \$1 billion over the next eight years.

To create Canada's sought-after grain, such as canola, wheat and corn, grain drying is an essential process that thousands of farmers must do every year. Grain drying is necessary to reach the required moisture level to create Canada's top-grade grain that Canadians and the world rely on and to avoid spoilage and food waste. Unfortunately, the only method of drying one's grain is through a grain dryer that operates on either propane or natural gas. For grain farmers, that can be in the tens of thousands of acres in size, and this is the only technology currently available on the market.

Let me be clear: There are no viable alternative solutions currently available or even rumoured to be available in the near future.

It has been suggested by some that dry aeration or in-bin and suction cooling may be a viable alternative. There are two main issues with this suggestion. First, these technologies cannot be used on a large scale. For example, they can dry several hundred bushels a day while large-scale grain dryers can dry 500 to several thousand bushels per hour. Secondly, this technology remains unreliable and leaves grain prone to spoilage. For example, corn regularly requires the removal of 10 points of moisture whereas the technology suggested may dry the corn a point or two before it spoils.

In conclusion, farmers are already at the forefront of supporting Canada's ambitious climate change goals. However, they should not be financially punished for creating the grain that Canadians and the world rely on nor should we risk food security

Les agriculteurs, les éleveurs et les entreprises agroalimentaires du Canada innovent constamment pour améliorer leurs pratiques afin de les rendre plus durables, de mieux utiliser les intrants, de développer des produits biologiques et d'accroître leur efficacité énergétique... En 2018, le secteur de l'agriculture au Canada a généré 50 % de moins d'émissions de gaz à effet de serre pour chaque dollar de PIB qu'il a généré comparativement à 1997.

Les producteurs de grains sont des intendants naturels de leurs terres. Grâce à l'adoption généralisée de méthodes qui préservent le sol, les producteurs ont été en mesure de réduire de manière significative la consommation de carburant et de séquestrer des centaines de mégatonnes de carbone au cours des dernières décennies. Malheureusement, la Loi sur la tarification de la pollution par les gaz à effet de serre, également connue sous le nom de taxe sur le carbone, ne reconnaît pas ces contributions environnementales et punit financièrement les agriculteurs qui travaillent dur depuis des années. En fait, le directeur parlementaire du budget estime qu'elle coûtera aux agriculteurs près d'un milliard de dollars au cours des huit prochaines années.

Pour créer le grain recherché du Canada, comme le canola, le blé et le maïs, le séchage est un processus essentiel que des milliers d'agriculteurs doivent effectuer chaque année. Le séchage des grains est nécessaire pour atteindre le niveau d'humidité requis qui permet de créer les céréales canadiennes de qualité supérieure dont dépendent les Canadiens et le monde et d'éviter la détérioration et le gaspillage alimentaire. Malheureusement, la seule méthode du séchage consiste en l'utilisation d'un séchoir à grains qui fonctionne au propane ou au gaz naturel. Pour les producteurs céréaliers, on parle d'une superficie pouvant atteindre des dizaines de milliers d'acres, et il s'agit de la seule technologie actuellement offerte sur le marché.

Je serai clair : il n'existe actuellement aucune solution de rechange viable ni même aucune rumeur à cet égard dans l'avenir proche.

Certains ont suggéré que le séchage par air chaud ou le refroidissement en silo et par aspiration pourrait constituer une solution de rechange viable. Cette suggestion soulève deux problèmes principaux. Premièrement, ces technologies ne peuvent pas être utilisées à grande échelle. Par exemple, elles ne peuvent sécher que quelques centaines de boisseaux par jour, alors que les grands séchoirs à grains peuvent en sécher de 500 à plusieurs milliers par heure. Deuxièmement, cette technologie n'est pas fiable et laisse les céréales sujettes à la détérioration. Par exemple, le maïs doit régulièrement être débarrassé de dix points d'humidité, alors que la technologie proposée peut sécher le maïs d'un ou de deux points avant qu'il ne s'abîme.

En conclusion, les agriculteurs sont déjà à l'avant-garde des objectifs ambitieux du Canada en matière de changements climatiques. Toutefois, ils ne devraient pas être pénalisés financièrement pour avoir créé le grain sur lequel comptent les

by putting into question the viability of grain farming. Seeing that no viable alternative currently exists for grain drying, we ask for your full support in passing Bill C-234 in earnest.

Thank you for your time. I would be happy to take any questions.

**The Chair:** Thank you very much, Mr. Larkin. Thank you to all of our witnesses tonight.

We will proceed with questions from senators. Before asking and answering questions, I would like to ask members and witnesses in the room to please refrain from leaning in too close to the microphone or remove your earpiece when doing so. This will avoid any sound feedback that might result and affect our folks behind us.

As it was with our previous practice, I would like to remind each senator that you have five minutes for your question or questions, and that includes the answers as well. We can move to round two and three and so on.

We will start with our deputy chair, Senator Simons.

**Senator Simons:** Mr. Hurst, I'm from Alberta, so I'm not as familiar with the grain-drying model that you describe in Ontario. I note that this bill was drafted by an Ontario member of provincial Parliament, yet he chose not to include the big commercial grain dryers I presume because the model is to give the farmer the exemption and not a large business that is in the business of grain drying. The farmers are not paying the tax to have their grain dried at a central grain dryer, the company is.

Explain to me the logic of this. Presumably, other businesses might also seek an exemption, and it's my understanding that the bill was meant to narrowly give the exemption to the farmers themselves.

**Mr. Hurst:** Thank you for your question. As a point of clarity, the commercial grain elevators in the province of Ontario pass the cost of the natural gas and propane, including the carbon tax, directly to the producer. So in practical terms, when that producer sees an invoice for the grain-drying charges, they will see an invoice that includes however many metres of natural gas or propane are used plus a carbon tax.

Canadiens et le monde, et nous ne devrions pas non plus mettre en péril la sécurité alimentaire en remettant en question la viabilité de la culture céréalière. Étant donné qu'il n'existe actuellement aucune solution de rechange viable pour le séchage des grains, nous vous demandons d'appuyer sans réserve l'adoption du projet de loi C-234.

Je vous remercie de votre attention. Je serai heureux de répondre à vos questions.

**Le président :** Merci beaucoup, monsieur Larkin. Merci à tous nos témoins de ce soir.

Nous allons passer aux questions des sénateurs. Avant qu'ils ne posent des questions et répondent à des questions, j'aimerais demander aux membres et aux témoins dans la salle de bien vouloir s'abstenir de se pencher trop proche du microphone ou d'enlever leur oreillette ce faisant. Cela évitera toute rétroaction sonore susceptible d'affecter les personnes qui se trouvent derrière nous.

Comme lors de notre pratique précédente, j'aimerais rappeler aux sénateurs que vous avez cinq minutes pour votre question ou vos questions, et cela comprend également les réponses. Nous pouvons passer au deuxième et au troisième tours, et ainsi de suite.

Nous allons commencer par notre vice-présidente, la sénatrice Simons.

**La sénatrice Simons :** Monsieur Hurst, je viens de l'Alberta, donc je ne connais pas aussi bien que vous le modèle de séchage des grains que vous décrivez pour l'Ontario. Je note que le projet de loi a été rédigé par un député provincial de l'Ontario, or il a choisi de ne pas inclure les gros séchoirs à grains commerciaux, en raison du fait, je présume que le modèle vise à fournir l'exemption à l'agriculteur et non pas à une grande entreprise qui procède au séchage des grains. Les agriculteurs ne paient pas la taxe pour faire sécher leurs céréales dans un séchoir à grains central : c'est l'entreprise qui le fait.

Expliquez-moi la logique de ce modèle. Je présume que d'autres entreprises pourraient également demander une exemption, et je crois savoir que le projet de loi visait à accorder l'exemption étroitement aux agriculteurs eux-mêmes.

**M. Hurst :** Je vous remercie de poser la question. Pour clarifier les choses, les silos-élevateurs commerciaux de l'Ontario refilent le coût du gaz naturel et du propane, y compris la taxe sur le carbone, directement au producteur. Donc, dans la pratique, lorsque le producteur reçoit une facture pour les frais liés au séchage des grains, celle-ci comprend toutefois les nombreux mètres de gaz naturel ou de propane qui sont utilisés ainsi qu'une taxe sur le carbone.



Ultimately, for the grain elevator sector, the carbon tax is entirely a flow-through. Really what we're advocating for in this process is that any producer that utilizes the services of a commercial grain elevator, in the bill's current form, they would not be able to achieve the exemption.

Ultimately, what we are looking to bring forward is that any grower in Ontario that utilizes commercial grain dryers in the bill's current form wouldn't be exempt and they would ultimately incur that cost because the grain elevators push that cost through as part of the service fee.

**Senator Simons:** I guess one could argue that any business pushes the cost of the carbon tax through to its customers, though, could one not?

**Mr. Hurst:** I think that's a fair assessment.

**Senator Simons:** All right. I had a question for Mr. Larkin.

One of the concerns that has been raised about the way that Canadians sometimes dry their product is the use of glyphosate, which is a desiccant but which also people have raised serious concerns about being a carcinogen.

Do you think there's a danger of Canadian farmers leaning more in that direction if they can't competitively dry their grain themselves?

**Mr. Larkin:** From my knowledge, I haven't heard any of those concerns from grain farmers that I've spoken to across Canada.

The main concern I have heard from folks is really just the added cost to drying grain. They have been used to a system for years and a lot have spent a significant amount of capital on a natural gas or propane grain dryer, and now they are being penalized over the past few years for having made that investment.

**Senator Simons:** All right. I suppose what one might argue is that if farmers got a market signal that said they need to find other technology in which to invest, they might invest in more efficient and effective grain dryers or more efficient and effective ways of drying grain. I understand what you are saying that there is no alternate technology right now, but sometimes people need an economic signal that says to them that we must change our practices. I know that farmers are as concerned about climate change as anybody because they are on the bleeding edge of climate change. Do you think that a price signal might encourage people to invest in more energy-efficient technology?

En fin de compte, pour le secteur des éleveurs à grains, la taxe sur le carbone est entièrement un transfert. Ce que nous préconisons vraiment dans ce processus, c'est que tout producteur qui utilise les services d'un silo-éleveur commercial, dans la forme actuelle du projet de loi, ne puisse pas bénéficier de l'exemption.

En fin de compte, ce que nous cherchons à obtenir, c'est que tout producteur de l'Ontario qui utilise les séchoirs à grains commerciaux dans la forme actuelle du projet de loi ne soit pas exempté et qu'il doive au final engager ce coût parce que les éleveurs à grains le lui refilent dans le cadre des frais de service.

**La sénatrice Simons :** J'imagine que l'on pourrait dire que toute entreprise refile le coût de la taxe sur le carbone à ses consommateurs, mais comment ne pas le faire?

**M. Hurst :** Je pense que c'est une évaluation juste.

**La sénatrice Simons :** Très bien. J'ai une question pour M. Larkin.

L'une des préoccupations qui ont été soulevées concernant la façon dont les Canadiens sèchent parfois leur produit est l'utilisation du glyphosate, qui est un dessiccant, mais dont on s'est également inquiété qu'il soit cancérigène.

Pensez-vous que les agriculteurs canadiens risquent de s'orienter davantage dans cette direction s'ils ne peuvent pas sécher eux-mêmes leurs céréales de manière compétitive?

**M. Larkin :** À ma connaissance, je n'ai entendu aucune de ces préoccupations de la part des producteurs de grains à qui j'ai parlé d'un bout à l'autre du Canada.

La principale préoccupation dont on m'a fait part, c'est vraiment simplement le coût ajouté du séchage des céréales. Les gens sont habitués à un système qu'ils utilisent depuis des années, et beaucoup d'entre eux ont investi un capital important dans un séchoir à grains au gaz naturel et au propane, et sont maintenant pénalisés depuis les dernières années pour avoir fait cet investissement.

**La sénatrice Simons :** Très bien. Je suppose que l'on pourrait dire que, si les agriculteurs recevaient un signal du marché disant qu'ils devaient trouver une autre technologie dans laquelle investir, ils pourraient investir dans des séchoirs à grains plus efficaces et efficaces ou des moyens plus efficaces et efficaces de sécher le grain. Je crois savoir que vous dites qu'il n'y a aucune technologie de rechange en ce moment, mais parfois les gens ont besoin d'un signal économique qui leur dit que nous devons changer nos pratiques. Je sais que les agriculteurs sont aussi préoccupés que n'importe qui au sujet du changement climatique, parce qu'ils sont à la pointe du changement climatique. Pensez-vous qu'un signal de prix pourrait encourager

**Mr. Larkin:** I totally agree with you, senator. The goal of the act is obviously to add price to fossil fuels in order for Canadians to change their practices. You look at the consumer market, you have Canadians buying electric vehicles more today than they were 10 years ago. Part of that is driven by the carbon tax on gas.

The unfortunate part for farmers, though, is there is no viable alternative. All that exists currently on a large scale for farms in Saskatchewan or Alberta — you could be in the 5,000, 10,000 to 15,000 acres — when you harvest and need to dry any type of grain, you need to do it as soon as possible or you risk spoilage. If there were a viable alternative on the market, I don't know if I would be here today. There isn't one.

The other thing is there is an eight-year sunset clause in this act, which I think is speaking to technologies that we may see in the future. We don't know what we'll see in two, three or four years from now, but today there is no viable alternative on the market.

When I speak to companies that produce grain dryers, there is nothing coming online. If we look at electrification too, we may be getting into a bigger issue there with provinces still producing energy from coal or natural gas, et cetera. There is a Catch-22 as well, even if there were alternatives on the market.

**The Chair:** Thank you.

**Senator Oh:** Thank you for your presentation. In testimony from government officials last week, we learned that the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act was modelled after the British Columbia carbon tax. To my knowledge, this was the first time this information was made public.

The question is since B.C.'s grain industry is minuscule compared to grain production on the Prairies, and since their climate is typically more moderate than the Prairies, does this explain why B.C. did not exempt propane and natural gas in carbon tax legislation?

**Mr. Carey:** Thank you for the question, senator. I can't speculate as to why the B.C. government or the federal government chose to do that, but you are right. In terms of what you consider grain and oilseed production, British Columbia is a

les gens à investir dans des technologies plus efficaces sur le plan énergétique?

**M. Larkin :** Je suis tout à fait d'accord avec vous, sénatrice Simons. L'objet de la loi est évidemment d'ajouter un prix aux combustibles fossiles afin que les Canadiens changent leurs pratiques. Vous regardez le marché des consommateurs, vous voyez aujourd'hui plus de Canadiens acheter des véhicules électriques qu'il n'y a 10 ans. Cela s'explique en partie par la taxe sur le carbone applicable à l'essence.

Mais malheureusement pour les agriculteurs, il n'y a aucune solution de rechange viable. Tout ce qui existe en ce moment à grande échelle pour les exploitations agricoles de la Saskatchewan ou de l'Alberta — qu'il s'agisse de 5 000, de 10 000 ou de 15 000 acres — au moment des récoltes lorsqu'il faut sécher tout type de grain, il faut le faire dès que possible, sinon vous risquez la détérioration. S'il existait une solution de rechange viable sur le marché, je ne sais pas si je serais ici aujourd'hui. Il n'y en a simplement pas.

L'autre chose, c'est que le projet de loi comporte une disposition de temporarisation de huit ans, qui, je pense, concerne les technologies que nous pourrions voir à l'avenir. Nous ne savons pas ce que nous verrons apparaître dans deux, trois ou quatre ans d'ici, mais aujourd'hui, il n'existe aucune solution de rechange viable sur le marché.

Lorsque je m'adresse à des entreprises qui produisent des séchoirs à grains, je constate que rien de nouveau ne se profile à l'horizon. En ce qui concerne aussi l'électrification, nous risquons d'être confrontés à un problème plus important, avec les provinces qui continuent de produire de l'énergie à partir du charbon ou du gaz naturel, et cetera. Nous voilà également dans un cercle vicieux, même s'il existe des solutions de rechange sur le marché.

**Le président :** Merci.

**Le sénateur Oh :** Je vous remercie de votre exposé. Lorsque les représentants du gouvernement ont témoigné la semaine dernière, nous avons appris que la Loi sur la tarification de la pollution par les gaz à effet de serre s'inspirait de la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique. À ma connaissance, c'était la première fois que cette information était rendue publique.

Ma question est la suivante : puisque le secteur du grain de la Colombie-Britannique est minuscule par rapport à la production dans les Prairies, et que son climat est habituellement plus modéré que dans les Prairies, cela explique-t-il pourquoi la Colombie-Britannique n'exempte pas le propane et le gaz naturel dans la loi sur la tarification du carbone?

**M. Carey :** Merci de la question, sénateur Oh. Je ne peux spéculer quant à la raison pour laquelle le gouvernement de la Colombie-Britannique ou le gouvernement fédéral a choisi de procéder ainsi, mais vous avez raison. Pour ce qui est de ce que

relatively smaller player. They are large in agriculture production absolutely when it comes to livestock and poultry. I can't necessarily tell you why B.C. would have chosen to do that, but I can say that the way that the carbon tax was brought out or the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act does not currently work for the Prairies where the bulk of Canadian agriculture is produced. Mr. Ross, anything supplemental?

**Mr. Ross:** No, not at this time.

**Senator Oh:** Someone else?

**Mr. Larkin:** I would just add there, senator, the B.C. Grains Council is a member of ours and just like Mr. Carey said, if you look at Peace River country in northern British Columbia, there is a lot of grain produced there.

I can't speak as to why the British Columbia government wouldn't have exempted natural gas or propane, but now that carbon pricing has been extended across Canada, it has become a big issue for grain farmers. The majority of grain farmers are in Alberta, Saskatchewan and Manitoba. They are the ones producing the bulk of canola, wheat, barley, pulses and all the grain that we rely on and the world relies on. That's why it's a wider issue because it's affecting a wider scope of farmers across Canada.

**Senator Oh:** Thank you.

**Senator Klyne:** Welcome to our guests. I have a question for Mr. Hurst and then a couple questions for ACA.

Mr. Hurst, this past May the then Minister of Agriculture and Agri-Food announced federal support for 45 new projects related to adopting more efficient grain-drying technology by farmers across Canada with an investment of more than \$22.2 million through the Agricultural Clean Technology Program — Adoption Stream.

The program has supported 99 grain-drying projects across Canada. In your opinion, is this program effective at encouraging the establishing of on-farm drying capacity? What suggestions would you have for improvements in the program perhaps in the form of research, guidance or support for structuring investments that could make it more accessible and responsive to farmers' needs?

vous considérez comme une production de céréales et d'oléagineux, la Colombie-Britannique est un acteur relativement petit. En revanche, il s'agit d'un acteur important dans la production agricole pour ce qui est du bétail et de la volaille. Je ne peux pas nécessairement vous dire pourquoi la Colombie-Britannique a choisi de procéder ainsi, mais je peux dire que la manière dont la tarification sur le carbone a été mise en place... ou la Loi sur la tarification de la pollution par les gaz à effet de serre ne fonctionne actuellement pas pour les Prairies, où la plus grande partie de l'agriculture canadienne a lieu. Monsieur Ross, avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Ross :** Non, pas en ce moment.

**Le sénateur Oh :** Quelqu'un d'autre?

**M. Larkin :** J'aimerais juste ajouter, sénateur Oh, que le B.C. Grains Council est un de nos membres, et, tout comme M. Carey l'a dit, la région de la Rivière de la Paix, dans le Nord de la Colombie-Britannique, produit beaucoup de grains.

Je ne peux pas dire pourquoi le gouvernement de la Colombie-Britannique n'aurait pas exempté le gaz naturel ou le propane, mais maintenant que l'on a étendu la tarification du carbone à l'ensemble du Canada, c'est devenu un gros problème pour les producteurs de grains. La plupart des producteurs de grains se trouvent en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba. Ce sont eux qui produisent l'essentiel du canola, du blé, de l'orge, des légumineuses et de toutes les céréales sur lesquelles nous comptons et le monde entier compte. C'est pourquoi c'est un problème plus important, parce qu'il touche un plus grand nombre d'agriculteurs au Canada.

**Le sénateur Oh :** Merci.

**Le sénateur Klyne :** Bienvenue à nos invités. J'ai une question pour M. Hurst, puis quelques questions pour l'ACA.

Monsieur Hurst, en mai dernier, la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire de l'époque a annoncé un soutien fédéral octroyé à 45 nouveaux projets liés à l'adoption de technologies de séchage des grains plus efficaces au Canada grâce à un investissement de plus de 22,2 millions de dollars dans le cadre du volet Adoption du Programme des technologies propres en agriculture.

Le programme a permis de soutenir 99 projets de séchage des grains dans l'ensemble du Canada. À votre avis, ce programme est-il efficace pour encourager l'établissement d'une capacité de séchage à la ferme? Que proposeriez-vous pour améliorer le programme, peut-être sous la forme de recherches, d'une orientation ou de soutien à la structuration des investissements susceptibles de le rendre plus accessible et de mieux répondre aux besoins des agriculteurs?

**Mr. Hurst:** Thank you for the question, senator. I would give two answers to your question. The first one is it's a good start. The reality is 100-odd small-scale grain elevator dryers on the scale of Canadian agriculture is a drop in the ocean type of thing. I think it's an interesting signal for the sector to further invest.

But the second aspect I would look at is really from our perspective, this is a systems approach. We can look at it all the way from plant genetics — breeding crops that have better dry-down capacity so therefore doesn't utilize as much natural gas, propane or energy — all the way through to new investments in energy efficiency. From our standpoint, a typical life span of a commercial grain elevator dryer is going to be about 20 to 25 years. You make that investment and use that investment until it's no longer viable, and then you reinvest in new technology.

The one thing that we're starting to see is a lot of that investment currently at the business or industry level is further efficiency with the same fuel source. We're talking about natural gas and propane. I think an aspirational target is looking at the alternative fuel sources, but the reality is these are generational technologies. This isn't stuff you can achieve in a year or two. These are decade-long investments that ultimately need to sink as businesses — whether you are talking commercial entities or farm businesses — when that useful lifecycle of the current equipment transitions out, you make those.

It's a good start, but ultimately the focus needs to be wider and broader, and it's a drop in the bucket, honestly, at the scale of Canadian agriculture.

**Senator Klyne:** Have you had the opportunity to share those recommendations at the federal level?

**Mr. Hurst:** We have as part of consultations in the past year. The reality is, from our standpoint, we're a regional trade association for the business side, and a lot of those programs are very farmer-focused. And I have two colleagues here that are probably better to speak on the focus on it.

Ultimately, at the commercial level, our members are going to make business capital investments regardless of whether there is government policy signals. That's just good business sense. At the grower level, a lot of those programs have been more targeted towards the growers.

**Senator Klyne:** A question for the gentleman from the ACA. When testifying at the agriculture committee in the other place, representatives from ACA told the committee that they supported Bill C-234 because it would allow producers to make investments in better and environmentally-friendly technologies

**M. Hurst :** Merci de poser la question, sénateur Klyne. J'y répondrai en deux parties. La première, c'est que c'est un bon début. En réalité, une centaine de petits séchoirs à grains, vu l'échelle de l'agriculture canadienne, représente une goutte d'eau dans l'océan. Je pense que c'est un signal intéressant pour le secteur afin qu'il investisse davantage.

Mais le deuxième aspect que j'examinerais, c'est que, de notre point de vue, il s'agit vraiment d'une approche systémique. Nous pouvons l'envisager sous tous ses aspects, de la génétique des plantes à la sélection de cultures ayant une meilleure capacité de séchage, ce qui permet d'utiliser moins de gaz naturel, de propane ou d'énergie, en passant par les nouveaux investissements dans l'efficacité énergétique. De notre point de vue, la durée de vie typique d'un séchoir de silo-élevateur commercial est de 20 à 25 ans. Vous faites cet investissement et l'utilisez jusqu'à ce qu'il ne soit plus viable, puis vous réinvestissez dans de nouvelles technologies.

Ce que nous commençons à voir, c'est qu'une grande partie de ces investissements, à l'échelle des entreprises ou de l'industrie, vise actuellement à améliorer l'efficacité avec la même source de combustible. Nous parlons du gaz naturel et du propane. Je pense que des sources de carburant de rechange constituent un objectif ambitieux, mais à vrai dire, il s'agit de technologies générationnelles. Ce ne sont pas des choses que l'on peut réaliser en un an ou deux. Il s'agit d'investissements qui s'étalent sur une décennie et qui, en fin de compte, doivent être réalisés par les entreprises, qu'il s'agisse d'entités commerciales ou d'exploitations agricoles... Lorsque le cycle de vie utile de l'équipement actuel s'achève, il faut faire ces investissements.

C'est un bon début, mais en fin de compte, l'accent doit être plus large et plus vaste, et c'est une goutte d'eau dans l'océan, en toute honnêteté, à l'échelle de l'agriculture canadienne.

**Le sénateur Klyne :** Avez-vous eu l'occasion de transmettre ces recommandations à l'échelon fédéral?

**M. Hurst :** Nous l'avons fait dans le cadre des consultations tenues l'an dernier. La réalité est que, de notre point de vue, nous sommes une association commerciale régionale pour les entreprises, et beaucoup de ces programmes sont très axés sur l'agriculteur. Et j'ai deux collègues ici qui sont probablement mieux placés que moi pour parler de l'accent qui y est mis.

En fin de compte, à l'échelon commercial, nos membres vont réaliser des immobilisations indépendamment des signaux de la politique gouvernementale. C'est une question de bon sens. À l'échelle des producteurs, beaucoup de ces programmes ciblent davantage les producteurs.

**Le sénateur Klyne :** J'ai une question pour le monsieur de l'ACA. Lorsqu'ils ont témoigné au Comité de l'agriculture à l'autre endroit, les représentants de l'ACA ont dit au comité qu'ils soutenaient le projet de loi C-234 parce qu'il permettrait aux producteurs d'investir dans de meilleures technologies et des

such as grain dryers, precision agriculture technologies, anaerobic digesters and solar panels, all of which can be very costly.

Can you elaborate on why you believe that a tax exemption is more effective at encouraging adoption of new and clean technologies than a pollution pricing signal coupled with rebates, which is the federal government's current approach?

**Mr. Ross:** I can start on that front. There are a couple of angles that are relevant to that question, senator. First and foremost, the points that Mr. Hurst made about the scale of investment required to use cost-shared programs is significant and demonstrates the need for a systemic approach.

In terms of the price signal, I think what's most important to recognize is that fuel efficiency is an ever-present driver of change on farms. It's a reality. It's one of the largest expense lines on farms. We've seen significant increases over the past few years. What I would suggest is that the price signal is actually already quite strong to farmers to reduce their fuel use through whatever technology is available to them.

The challenges we see with the rebate approach are fundamentally that the aggregate approach that it adopts does not reflect the realities on farm that many experience. The rationale for why someone may be paying a larger carbon surcharge than another is often predicated on the infrastructure they have available to them, the region they're in, the climate they're experiencing and what they're producing. It is not really a reflection of decisions to use more fuel. These are essential activities that are inherent to the nature of production where they operate.

**Senator Woo:** I will pick up on Senator Klyne's question on the tax rebate and whether that's a better way of dealing with the problem you are identifying.

First of all, a clarification question. Are commercial dryers eligible for the tax rebate or is it just the farmers?

**Mr. Hurst:** It would just be for the farmers because ultimately the farmers incur the expense. The commercial elevators just pass that expense to the farmer.

**Senator Woo:** The criticism of the tax rebate is that it's untargeted. There is a reason for it because of the price signal and they scale it according to the size of the farm and so on.

technologies plus respectueuses de l'environnement, tels que les séchoirs à grains, les technologies d'agriculture de précision, les digesteurs anaérobies et les panneaux solaires, qui peuvent tous être très coûteux.

Pouvez-vous en dire plus sur la raison pour laquelle vous pensez qu'une exonération fiscale est une mesure plus efficace pour encourager l'adoption de technologies nouvelles et propres qu'un signal de tarification de la pollution associé à des remises, qui est l'approche actuelle du gouvernement fédéral?

**M. Ross :** Je peux commencer sur ce point. Plusieurs angles sont pertinents pour cette question, sénateur Klyne. Tout d'abord, les arguments que M. Hurst a soulevés concernant l'échelle des investissements requis pour utiliser les programmes de partage des coûts sont importants et démontrent le besoin d'adopter une approche systémique.

Pour ce qui est du signal des prix, je pense que ce qu'il est le plus important de reconnaître, c'est que l'efficacité énergétique est un facteur de changement permanent dans les exploitations agricoles. C'est une réalité. C'est l'un des postes de dépenses les plus importants dans les exploitations agricoles. Nous avons constaté des augmentations importantes au cours des dernières années. Je dirais que le signal de prix est déjà assez fort pour inciter les agriculteurs à réduire leur consommation de carburant en utilisant toutes les technologies à leur disposition.

Les défis que nous constatons avec l'approche des remises sont fondamentalement que la méthode globale qu'elle emploie ne reflète pas la réalité à la ferme que connaissent de nombreuses personnes. La raison pour laquelle une personne paie un supplément de carbone plus important qu'une autre est souvent liée à l'infrastructure dont elle dispose, à la région dans laquelle elle se trouve, au climat avec lequel elle compose et à ce qu'elle produit. Ce n'est pas vraiment le reflet d'une décision de consommer plus de carburant. Il s'agit d'activités essentielles qui sont inhérentes à la nature de la production là où ces personnes exercent leurs activités.

**Le sénateur Woo :** Je vais revenir à la question du sénateur Klyne concernant la réduction fiscale et le fait de savoir si c'est un meilleur moyen de régler le problème que vous soulevez.

Tout d'abord, j'aimerais obtenir des précisions. Les séchoirs commerciaux sont-ils admissibles à la réduction fiscale, ou est-ce seulement les agriculteurs?

**M. Hurst :** Elle viserait uniquement les agriculteurs, parce que, en fin de compte, ce sont eux qui engagent la dépense. Les silos commerciaux ne font que refiler cette dépense à l'agriculteur.

**Le sénateur Woo :** La critique au sujet de la réduction fiscale est qu'elle n'est pas ciblée. Cela s'explique par le signal de prix, et on l'adapte à la taille de l'exploitation agricole, et ainsi de suite.

Would you be supportive of a tweak to this program whereby there is greater targeting but maintaining the price signal — in other words, keeping the carbon price but identifying farms that, in fact, grow crops that need drying, for example, or have chickens that need to be kept warm and so on? How would you respond to a tweak to the greenhouse gas pricing program that includes that kind of more targeted, refundable tax credit program?

**Mr. Carey:** At this point, we have not seen any description of a program that would have any sensitivity as far as being actuarially sound to redistribute properly. We heard from Finance Canada in the House of Commons that it's an aggregate-based approach and that there is very little sensitivity involved in it.

The other concern is around the capital intensity of agriculture and primary farming. The money needs to be in their pockets now, not 18 months from now, and not through a process where they are not sure what they are going to get back. The price signals are there to diversify away from and be as efficient as possible. However, we believe — and the Parliamentary Budget Officer and others have confirmed — that the exemption of targeted uses on farm is the best solution.

**Mr. Ross:** I would reiterate the point that Mr. Carey just made. It's difficult to comment on a proposal that we haven't actually seen. Inherently, I think the notion of directing a rebate to those that are using more carbon is contradictory to the point about the price signal that that would intend. Our fundamental understanding from working with farmers is that the price signal, as Mr. Carey said, is already very strong. There is absolutely no question that any farmer will take whatever actions are available to them to reduce that cost line because it is so significant on farm.

**Senator Woo:** My second question, if I may, goes to your initial point — a very good one — that you want farmers to have as much of their retained earnings as possible to invest in the things they need to invest in, which basically is a way of saying you want to reduce the volatility and uncertainty in the cost structure and the natural gas price increase that uncertainty — well, it's not uncertainty. It's a predicted price, but it creates more cost.

I would like to hear from you about the relative importance of natural gas and propane in the volatility of farm income. My understanding from officials is that the share of natural gas and propane in the operating expenses of the relevant farms we're talking about is very small. The figure we heard is well under 3%.

Seriez-vous favorables à une modification de ce programme, qui prévoit un meilleur ciblage, mais maintient le signal de prix — autrement dit, on conserve le prix du carbone, mais on recense les exploitations agricoles qui, en fait, produisent des cultures qui ont besoin d'être séchées, par exemple, ou ont des poulets qui doivent être gardés au chaud et ainsi de suite? Comment réagiriez-vous à une modification du programme de tarification des gaz à effet de serre qui comprend ce type de programme de crédit d'impôt plus ciblé et remboursable?

**M. Carey :** À ce stade, nous n'avons vu encore aucune description d'un programme qui prévoirait une redistribution adéquate sur le plan actuariel. Nous avons entendu le ministère des Finances du Canada à la Chambre des communes dire qu'il s'agit d'une méthode globale et qu'il y avait très peu de sensibilité.

L'autre préoccupation concerne l'intensité en capital de l'agriculture et de l'agriculture primaire. Il faut que l'argent soit dans les poches des agriculteurs maintenant, et non dans 18 mois, et pas dans le cadre d'un processus où ils ne seront pas certains de ce qu'ils vont récupérer. Les signaux de prix sont là pour les inciter à se diversifier et à être le plus efficaces possible. Cependant, nous croyons — et le directeur parlementaire du budget et d'autres l'ont confirmé — que l'exemption des utilisations ciblées à la ferme est la meilleure solution.

**M. Ross :** Je rappellerais l'argument que M. Carey vient de soulever. Il est difficile de se prononcer sur une proposition que nous n'avons pas vue. Par définition, je pense que l'idée d'accorder un remboursement à ceux qui utilisent plus de carbone va à l'encontre du signal de prix que cela supposerait. Notre compréhension fondamentale du travail avec les agriculteurs est que le signal de prix, comme M. Carey l'a dit, est déjà très fort. Il ne fait aucun doute qu'un agriculteur prendra toutes les mesures à sa disposition pour réduire ces coûts, car ils sont très importants à la ferme.

**Le sénateur Woo :** Ma deuxième question, si je peux me permettre, revient à votre argument initial — très bon d'ailleurs — selon lequel vous voulez que les agriculteurs disposent du plus possible de bénéfices non répartis pour investir dans ce dont ils ont besoin, ce qui est essentiellement un moyen de dire que vous voulez réduire la volatilité et l'incertitude dans la structure de coûts et que le prix du gaz naturel augmente cette incertitude... enfin, ce n'est pas de l'incertitude. C'est un prix prédit, mais il entraîne une augmentation des coûts.

J'aimerais vous entendre au sujet de l'importance relative du gaz naturel et du propane dans la volatilité des revenus à la ferme. D'après ce que j'ai compris des fonctionnaires, la part du gaz naturel et du propane dans les dépenses d'exploitation des exploitations agricoles dont nous parlons est très faible. Le chiffre que nous avons entendu est bien inférieur à 3 %.

My sense is that you are going to face a lot more volatility in just the price of grain, for example, or a whole bunch of other things that you are very familiar with and expert at managing through risk management programs.

How material is it going to be for us, for the government and for Canada to take away pollution prices on natural gas when it constitutes such a small share of your cost? I could parenthetically add that it would seem to me that natural gas prices have been declining sharply over the last decade as well, so that today the share of natural gas in total farm expenses is even smaller than it was, I'm guessing, 10 years ago.

**Mr. Carey:** I haven't seen the 3% figure. I would certainly be interested in seeing that via the clerk.

There are areas where natural gas is used, but propane is also used. In some areas, natural gas is not available. I would be surprised if it's that low across Prairie-based agriculture given the importance that our members have placed on this, including in a package that we sent out via the clerk. We have testimony from farmers who are testifying about the amount of money they are paying.

I believe that natural gas and propane are significant costs on farm. Those costs certainly increase whether you have access to natural gas or propane, if you have a direct line in or if you are trucking it in.

One thing that sometimes gets lost is that this is not a total exemption for farmers. As soon as the price of carbon goes up, the costs of trucking, rail, fertilizer, seed and inputs all increase significantly. We're here to talk about natural gas and propane, but I believe it is a large line item for most farmers.

**Mr. Hurst:** One of the important points is that using averages in the context of Canadian agriculture is quite challenging. It's a very diverse industry. Even previous reports by the Parliamentary Budget Officer have noted that the carbon surcharges on farm are quite lumpy. They're very variable and it's highly individualized.

This also speaks to the challenges with the aggregate approach through the rebate. A one-size-fits-all assessment of what's happening on farm in Canada tends to miss a lot of the important variability and diversity that exists across our country in agriculture where we're talking about over 190,000 different businesses.

J'ai l'impression que vous ferez face à une plus grande volatilité simplement en ce qui concerne le prix des grains, par exemple, ou tout un tas d'autres choses que vous connaissez très bien et que vous excellez à gérer par l'intermédiaire des programmes de gestion des risques.

Quelle sera l'importance pour nous, pour le gouvernement et pour le Canada de supprimer la tarification de la pollution sur le gaz naturel alors qu'elle constitue une part aussi faible de votre coût? Incidemment, je pourrais ajouter qu'il me semble que le prix du gaz naturel a chuté abruptement au cours de la dernière décennie également, de sorte qu'aujourd'hui, la part de gaz naturel dans les dépenses agricoles totales est même encore plus petite qu'elle ne l'était, j'imagine, il y a 10 ans.

**M. Carey :** Je n'ai pas vu le chiffre de 3 %. Je serais certainement intéressé à le voir par l'entremise de la greffière.

Il y a des domaines où le gaz naturel est utilisé, mais le propane est aussi utilisé. Dans certains domaines, le gaz naturel n'est pas disponible. Je serais surpris que le chiffre soit aussi bas dans l'agriculture des Prairies vu l'importance que nos membres y ont accordée, y compris dans une trousse que nous avons envoyée par l'entremise de la greffière. Nous avons des témoignages d'agriculteurs au sujet de la somme d'argent qu'ils paient.

Je pense que le gaz naturel et le propane représentent des coûts importants à la ferme. Ces coûts augmentent certainement, que l'on ait accès au gaz naturel ou au propane, que l'on dispose d'une ligne directe ou que l'on transporte le gaz par camion.

Une chose que nous oublions parfois, c'est qu'il ne s'agit pas d'une exemption totale pour les agriculteurs. Dès que le prix du carbone augmente, les coûts du camionnage, du transport ferroviaire, des engrais, des semences et des intrants augmentent tous de façon importante. Nous sommes ici pour parler de gaz naturel et de propane, mais je pense qu'il s'agit d'un poste budgétaire important pour la plupart des agriculteurs.

**M. Hurst :** L'un des points importants, c'est qu'il est très difficile d'utiliser des moyennes dans le contexte de l'agriculture canadienne. C'est un secteur très diversifié. Même dans de précédents rapports, le directeur parlementaire du budget a signalé que les suppléments de carbone dans les exploitations agricoles sont assez irréguliers. C'est très variable et fortement individualisé.

Cela démontre également les difficultés associées à l'utilisation de la méthode globale pour le remboursement. Une évaluation universelle de ce qui se passe dans les exploitations agricoles au Canada tend à passer à côté d'une grande partie de la variabilité et de la diversité qui existent dans notre pays dans le domaine de l'agriculture, où nous parlons de plus de 190 000 entreprises différentes.

**Senator Osler:** I'm Senator Gigi Osler from Manitoba.

I'll direct my question to Mr. Larkin, but afterwards it can be open to any others who would like to contribute.

Mr. Larkin, your testimony just now echoed what the Agriculture Committee in the other place heard in 2022, namely, that currently alternatives to fossil fuel grain-drying methods are commercially available but require a large initial investment. On another date, they heard that no scalable or viable alternatives to natural gas and propane exist for heating and cooling barns.

My question relates to the alternative methods. Bill C-234 includes an eight-year sunset clause. In your opinion, is eight years enough of an incentive? Is it long enough that easily available, scalable and viable alternatives to natural gas and propane grain-drying methods will be available?

**Mr. Larkin:** It's a great question, senator. You asked me about the future, which is obviously hard to tell. I think if we were to go back even four years ago and look at the marketplace of electric vehicles, for example, or even ground-source heat pumps, both technologies are having widespread adoption right now because they are viable alternatives to the current fossil fuel versions. Unfortunately, on the grain-drying side of things, currently there is no viable alternative. However, we're not sure what we'll see in two, three or four years. We're not sure what we'll see in six, seven or eight years.

I would say that eight years is probably the magic number in terms of the research and development required for companies to create viable alternatives. It's certainly something that grain-drying companies will be interested in, especially as we get closer to 2030, closer to 2050 and closer to our net-zero and climate change goals.

The last piece I would say is that technologies such as dry aeration or other technologies that some have suggested are just not viable alternatives. If you look at those technologies, they can maybe dry 500 bushels a day. Farmers need much more capacity than that, especially those in the Prairies where if you have a natural gas or propane dryer, you can dry 500 bushels an hour. We're talking a 24-times difference in technologies. When I say there are no viable alternatives, that's exactly what I'm speaking to.

**La sénatrice Osler :** Je suis la sénatrice Gigi Osler, du Manitoba.

Je vais adresser ma question à M. Larkin, mais par la suite, elle sera ouverte à quiconque aimerait y répondre.

Monsieur Larkin, votre témoignage se fait l'écho de ce que le Comité de l'agriculture à l'autre endroit a entendu en 2022, à savoir que les solutions de recharge actuelles aux méthodes de séchage des grains à partir de combustibles fossiles sont disponibles sur le marché, mais nécessitent un investissement initial important. À un autre moment, ils ont entendu dire qu'il n'existait aucune autre solution de recharge adaptable ou viable au gaz naturel et au propane pour le chauffage ou le refroidissement des étables.

Ma question porte sur les méthodes de recharge. Le projet de loi C-234 comprend une disposition de temporarisation de huit ans. À votre avis, huit ans suffisent-ils comme mesure incitative? Est-ce assez long pour que des solutions de recharge facilement accessibles, adaptables et viables au gaz naturel et au propane soient offertes pour les méthodes de séchage des grains?

**M. Larkin :** C'est une excellente question, sénatrice Osler. Vous me questionnez sur l'avenir, ce qui est évidemment difficile à prévoir. Je pense que si nous devons revenir en arrière même il y a quatre ans, et examiner le marché des véhicules électriques, par exemple, ou même les pompes à chaleur géothermiques, les deux technologies sont adoptées à grande échelle en ce moment parce qu'elles sont des solutions de recharge viables aux versions actuelles fonctionnant aux combustibles fossiles. Malheureusement, en ce qui concerne le séchage des grains, il n'existe actuellement aucune solution de recharge viable. Toutefois, nous ne sommes pas certains de ce que nous verrons dans deux, trois ou quatre ans. Nous ne sommes pas certains de ce que nous verrons dans six, sept ou huit ans.

Je dirais que huit ans est probablement le chiffre magique pour ce qui est de la recherche et du développement nécessaires pour que les entreprises puissent créer des solutions de recharge viables. Il s'agit certainement de quelque chose qui intéressera les entreprises de séchage du grain, surtout à mesure que nous nous rapprochons de 2030, de 2050 et de nos objectifs en matière d'émissions net zéro et de changement climatique.

La dernière chose que je dirais, c'est que les technologies comme le séchage par air sec ou d'autres technologies que certains ont suggérées ne sont tout simplement pas des solutions de recharge viables. Si vous regardez ces technologies, elles peuvent peut-être sécher 500 boisseaux par jour. Les agriculteurs ont besoin d'une capacité beaucoup plus grande que cela, surtout ceux dans les Prairies, où, si vous avez un séchoir au gaz naturel ou au propane, vous pouvez sécher 500 boisseaux par heure. Il s'agit de technologies 24 fois plus efficaces. Lorsque je dis qu'il n'y a pas de solutions de recharge viables, c'est exactement ce dont je parle.



**Senator Osler:** Thanks.

**Mr. Carey:** Sustainability is a continuum, and farmers want to continue to innovate. I think the eight-year sunset clause sends a signal to farmers that we understand the financial pressures you are under and that you want to make capital investments on farm, while also sending a signal to companies that serve farmers that we need to innovate. We need more energy-efficient grain dryers, and we need better ways of doing things.

Also, the reality is that it's not just technology-based, it's also infrastructure. Depending on where you are in the country, you don't have access to phase three electrification. Even in Ontario we don't yet have phase three electrification to reach the British thermal units sufficient for grain dryers. However, the technology in the space is rampant, and we are very optimistic looking forward that there will be viable alternatives.

From the testimony in the other place that was referred to from the Agri-Food Innovation Council, they estimate it will be about 10 years before that innovation will come online, and that was 2021 or 2022 testimony. Eight years from Royal Assent likely lands in the sweet spot between not eroding a price signal and recognizing sustainability is a continuum, but also incentivizing the clean tech companies to invest because I don't think it's viable down the road for the government to continue to fund some of these projects. We want private sector. We want good-paying jobs and greener technology, but they are not available now, and the other concern is that even if they were available now, the backlog will probably be three to five years. Not every farmer on my board of directors has a grain dryer, but the ones who want a new combine are waiting two to three years for their equipment because of supply and demand challenges.

It takes into account all of that. There is no silver bullet here, but we do want to move, as much as we can, to a greener future for Canadian agriculture. Farmers really do feel the effects of climate change more so than most Canadians, I would suggest.

**Senator Pate:** Thank you very much, and my apologies for being late as you were presenting.

I was going to ask the question that Senator Osler asked, and I'm curious as to what other viable alternatives are being examined. That's one question.

**La sénatrice Osler :** Merci.

**M. Carey :** La durabilité est un continuum, et les agriculteurs veulent continuer d'innover. Je pense que la disposition de temporisation de huit ans envoie un signal aux agriculteurs, disant que nous comprenons les pressions financières qu'ils subissent et savons qu'ils veulent réaliser des immobilisations à la ferme, tout en envoyant un signal aux entreprises qui servent les agriculteurs, disant que nous devons innover. Nous avons besoin de séchoirs à grains plus écoénergétiques, et nous avons besoin de meilleurs moyens de faire les choses.

De plus, la réalité, c'est que tout cela ne repose pas seulement sur la technologie, il y a aussi l'infrastructure. Selon l'endroit où vous êtes dans le pays, vous n'avez pas accès à l'alimentation en courant triphasé. Même en Ontario, nous n'avons pas encore l'alimentation en courant triphasé pour atteindre les unités thermiques britanniques suffisantes pour les séchoirs à grains. Cependant, la technologie dans ce domaine est en plein essor, et nous sommes très optimistes quant à l'avenir, car nous pensons qu'il y aura des solutions de rechange viables.

D'après le témoignage de l'Agri-Food Innovation Council mentionné à l'autre endroit, il faudra environ 10 ans avant que cette innovation ne soit mise en place, et il s'agissait d'un témoignage de 2021 ou de 2022. Huit ans à compter de la sanction royale tombe probablement au bon moment entre le fait de ne pas éroder un signal de prix et de reconnaître que la durabilité est un continuum, mais il faut aussi inciter les entreprises de technologies propres à investir, parce que je ne pense pas qu'il soit viable pour le gouvernement de continuer de financer certains de ces projets. Nous voulons le secteur privé. Nous voulons des emplois bien rémunérés et des technologies plus vertes, mais elles ne sont pas disponibles à l'heure actuelle, et l'autre préoccupation, c'est que même si elles l'étaient, l'arriéré sera probablement de trois à cinq ans. Ce ne sont pas tous les agriculteurs de mon conseil d'administration qui possèdent un séchoir à grains, mais ceux qui veulent une nouvelle moissonneuse-batteuse attendent leur équipement pendant deux à trois ans en raison des difficultés liées à l'offre et à la demande.

Tout cela est pris en considération. Il n'y a pas de solution miracle, mais nous voulons, dans la mesure du possible, assurer un avenir plus vert pour l'agriculture canadienne. Les agriculteurs ressentent réellement les effets du changement climatique, plus que la plupart des Canadiens, je dirais.

**La sénatrice Pate :** Merci beaucoup, et je m'excuse d'arriver en retard pendant que vous présentiez votre exposé.

J'allais poser la question que la sénatrice Osler a posée, et je suis curieuse de savoir quelles autres solutions de rechange viables sont examinées. C'est une question.

However, particularly for Mr. Ross and Mr. Carey — because you represent all farmers — what's the impact of this bill on the farm, whether it's agriculture farmers, dairy farmers or pork farmers? How is this impacting things like greenhouses and barns? You can tell I'm not a farmer, but what will the impact be? Are we just delaying the inevitable by saying, "Let's wait for eight years" or "Let's wait for a decade" or that we know that change has to happen?

**Mr. Ross:** I can speak to the latter part of your question. There are so many different diverse applications the way the carbon surcharge affects farms across Canada, but it's important to note there were many examples provided in testimony or in briefs to the standing committee in the House of Commons on this point that flagged the significant carbon surcharges these farms — let's say a turkey farm in Ontario — are facing despite having made significant investments in efficiencies already. One of the important points that came through in much of that testimony is that farmers are not sitting back and waiting to invest in efficiencies. They are doing so today. But the reality is they are still facing carbon surcharges in excess of tens of thousands of dollars, and that number will only increase up to 2030.

In the context of livestock agriculture, there are a number of applications that this bill would relate to, primarily heating and cooling of livestock barns. One of the important points, as Mr. Carey referenced, is farmers are living climate change every day, and part of that is more volatility in weather. So their costs are rising due to the very issues we're talking about today and they are having to manage that in real time while investing in the future.

When we look at other applications of this, such as steam flaking for feed, that's a feed preparation technique that's absolutely essential for cattle from an efficiency standpoint to make sure they are able to feed the cattle that feed Canadians and the world. What's important in all of these areas is farmers are not sitting back and waiting. They are investing in whatever available technologies there are today, but at the same time are watching their carbon surcharge expand in a place where they have no viable alternative to pursue. The perception and the reality for a lot of these operations is there isn't a price signal to change behaviour. They are doing what is available and they are working with the technology that exists and investing in it.

Cependant, ma question s'adresse particulièrement à M. Ross et à M. Carey — parce que vous représentez tous les agriculteurs — quelles conséquences le projet de loi aura-t-il sur l'exploitation agricole, qu'il s'agisse des agriculteurs, des producteurs laitiers ou des producteurs de porcs? Quelles sont les conséquences sur des choses comme les serres et les étables? Vous pouvez deviner que je ne suis pas agricultrice, mais quelles seront les conséquences? Sommes-nous simplement en train de retarder l'inévitable en disant : « Attendons huit ans » ou « Attendons dix ans » alors que nous savons que le changement doit se produire?

**M. Ross :** Je peux répondre à la dernière partie de votre question. La façon dont le supplément de carbone touche les exploitations agricoles au Canada comporte un très grand nombre d'applications différentes, mais il importe de souligner que de nombreux exemples ont été fournis dans les témoignages ou les mémoires présentés au comité permanent de la Chambre des communes sur ce point qui mettaient en évidence les importants suppléments de carbone auxquelles ces exploitations agricoles — disons un élevage de dindes en Ontario — sont confrontées alors qu'elles ont déjà réalisé des investissements importants en matière d'efficacité. L'un des points importants qui sont ressortis dans la plupart de ces témoignages, c'est que les agriculteurs ne restent pas les bras croisés en attendant d'investir dans des gains d'efficacité. Ils le font déjà aujourd'hui. Mais la réalité, c'est qu'ils sont toujours exposés à des suppléments de carbone qui dépassent les dizaines de milliers de dollars, et ce chiffre continuera d'augmenter jusqu'en 2030.

Dans le contexte de l'élevage du bétail, le projet de loi viserait un certain nombre d'applications, principalement le chauffage et le refroidissement des bâtiments d'élevage. L'un des points importants, comme M. Carey l'a dit, c'est que les agriculteurs vivent tous les jours avec le changement climatique, en partie à cause de la volatilité de la météo. Leurs coûts augmentent donc en raison des problèmes mêmes dont nous parlons aujourd'hui, et ils doivent gérer cela en temps réel tout en investissant dans l'avenir.

Lorsque nous examinons d'autres applications, comme le floconnage pour l'alimentation animale, il s'agit d'une technique de préparation des aliments qui est absolument essentielle pour les bovins du point de vue de l'efficacité afin qu'on s'assure qu'ils sont en mesure de nourrir les bovins qui nourrissent les Canadiens et le monde entier. Ce qui est important dans tous ces domaines, c'est que les agriculteurs ne se contentent pas d'attendre. Ils investissent dans toutes les technologies disponibles aujourd'hui, mais en même temps, ils voient leur supplément de carbone augmenter à un point tel qu'ils n'ont pas de solution de rechange viable à envisager. La perception et la réalité pour beaucoup de ces exploitations est qu'il n'y a pas de signal de prix pour changer le comportement. Ils font ce qu'ils peuvent avec ce qui est disponible, travaillent avec la technologie existante et investissent dans celle-ci.

The importance of this bill is that it leaves more capital in farmers' hands to make those investments in real time to deal with the efficiencies that are available to them whereas in the absence of that working capital is being taken away from farmers without providing a signal that meaningfully provides new opportunities for efficiencies for them.

**Mr. Carey:** I fully agree with my colleague. I don't know if any of you have family members who are small business owners. My father-in-law is one of them. They are continuously reinvesting in their business. They often don't draw salaries because they are reinvesting in their business. They are thinking of succession plans, who will take over the farm. Farmers are not idle. They are continually making investments.

We believe that Bill C-234 will free up the capital so they will continue to invest on the farm.

The one beauty of agriculture, primary farmers and primary production is that when they drive efficiencies that help their bottom line, it also helps the environment because they don't want to be using natural gas, propane, gasoline, diesel or fertilizer unless they have to because those are all significant red lines on the budget. So farmers continue to invest, but if you want to make these big capital cost investments — whether it's wind, solar or anaerobic digesters — we are talking hundreds of thousands of dollars they simply do not have in their pockets. A rebate that might give them \$875 back when they spent \$10,000, \$15,000 or \$20,000 in carbon pricing on natural gas and propane, we are never going to square that circle.

The key is that farmers aren't idle and they will continue to invest, but they need the capital to do so otherwise we will not see efficiencies. Efficiencies lead to environmental improvements as well, senator.

**Senator Dalphond:** My first question is for Mr. Hurst. You said the bill will create an imbalance between producers in Ontario. Two thirds of the producers will not benefit from that. How will that translate into practice? Less money. You explained to Senator Simons that the third-party dryer will charge for the services provided to the grain producer, which I understand from your testimony remains the owner of the grain at all times. I guess he pays a service to be stored and dried, but it remains his property. You said that will create a major disparity. Can you elaborate on that? Are you saying that some producers will be put in a position where they will be unable to compete with the other group?

L'importance du projet de loi est qu'il laisse plus de capital entre les mains des agriculteurs pour leur permettre de réaliser ces investissements en temps réel afin de faire face aux gains d'efficacité qui leur sont offerts, alors qu'en l'absence d'une telle mesure, les fonds de roulement sont retirés aux agriculteurs sans qu'un signal ne leur fournisse de nouvelles possibilités de gains d'efficacité significatifs.

**M. Carey :** Je suis tout à fait d'accord avec mon collègue. Je ne sais pas si vous avez des membres de la famille qui sont propriétaires de petites entreprises. Mon beau-père en est un. Ils réinvestissent continuellement dans leur entreprise. Ils ne se versent souvent pas de salaire, parce qu'ils le réinvestissent dans leur entreprise. Ils réfléchissent à des plans de relève, à qui reprendra la ferme. Les agriculteurs ne se tiennent pas là à ne rien faire. Ils réalisent continuellement des investissements.

Nous croyons que le projet de loi C-234 libérera le capital afin qu'ils puissent continuer d'investir dans la ferme.

La beauté de l'agriculture, des agriculteurs primaires et de la production primaire, c'est que lorsqu'ils réalisent des gains d'efficacité qui les aident à améliorer leurs résultats, ils aident aussi l'environnement, parce qu'ils ne veulent pas utiliser de gaz naturel, de propane, d'essence, de diesel ou d'engrais à moins qu'ils n'y soient obligés, parce que ce sont des éléments de passif dans le budget. Les agriculteurs continuent donc d'investir, mais si vous voulez réaliser ces investissements importants — qu'il s'agisse d'énergie éolienne, solaire ou de digesteurs anaérobies — il faut investir des centaines de milliers de dollars qu'ils n'ont tout simplement pas en poche. Un remboursement qui pourrait leur redonner 875 \$ alors qu'ils dépensent 10 000 \$, 15 000 \$ ou 20 000 \$ en tarification du carbone pour le gaz naturel et le propane... C'est la quadrature du cercle.

La clé, c'est que les agriculteurs ne sont pas inactifs et qu'ils continueront d'investir, mais ils ont besoin du capital pour le faire, sinon nous ne verrons pas de gains d'efficacité. Les gains d'efficacité conduisent également à des améliorations environnementales, sénatrice Pate.

**Le sénateur Dalphond :** Ma première question s'adresse à M. Hurst. Vous avez dit que le projet de loi allait créer un déséquilibre entre les producteurs de l'Ontario. Deux tiers des producteurs n'en profiteront pas. Comment cela se traduira-t-il dans la pratique? Moins d'argent. Vous avez expliqué à la sénatrice Simons que le séchoir tiers facturera les services fournis au producteur de grains, qui, selon ce que j'ai compris de votre témoignage, demeure le propriétaire des grains en tout temps. J'imagine qu'il paie pour un service de stockage et de séchage, mais les grains demeurent sa propriété. Vous avez dit que cela va créer une disparité majeure. Pouvez-vous en dire plus à ce sujet? Êtes-vous en train de dire que certains producteurs seront mis dans une position où ils ne seront pas en mesure de rivaliser avec l'autre groupe?

**Mr. Hurst:** Thank you for your question, senator. There are two aspects there, so I'll tackle the latter first.

The cost of production imbalance that we're projecting is the carbon tax that a producer incurs for drying whether that's propane or natural gas. If it's provided by a third party — for example, a commercial grain elevator — in the bill's current form, that would not be exempt. So ultimately, for those particular growers, their current cost of production would be their future cost of production. Those growers that utilize on-farm grain drying, which in Ontario is a minority of the actual grain and oilseed producers, would have a lower cost of production on an annual basis because a portion of their grain drying expenses would be exempt.

The difficulty we have is that results in sector competitive imbalance, and ultimately, the ask of this Senate group is to fully consider that.

**Senator Dalphond:** Are you in a position to give me some numbers? What will be the imbalance? Is it 10%, 5%, 30%?

**Mr. Hurst:** A typical grain drying in any one particular farm in terms of their total cost of production more often runs 8% to 12% of the total cost of growing a corn crop, if you will. In real dollars, and this is based on Grain Farmers of Ontario analysis, it works out to approximately \$18 per acre for corn in current carbon tax pricing, which is \$65 a tonne. When we get out to 2030, we're into \$47 an acre. If you have farmer A on one side of the road and farmer B on the other doing the exact same thing and one has a higher cost of production of \$47, that's very troublesome from a sector standpoint when you have policy that creates winners and losers in the marketplace.

**Senator Dalphond:** The number of about 8% to 10%, that would be the cost for drying?

**Mr. Hurst:** Yes.

**Senator Dalphond:** If you are drying yourself, it would be 7%? What would be the difference between the 8% and 10% paid by those using third-party dryers and those who would be drying themselves, a part of the overall costs of the operation, growing and having the combine in the field and everything else?

**Mr. Hurst:** I completely understand what you are asking. It's difficult on a farm-by-farm basis because the costs of production are somewhat different.

**M. Hurst :** Merci de votre question, sénateur Dalphond. Il y a deux aspects à la question, et je vais m'attaquer d'abord à la première partie.

Le coût du déséquilibre de la production que nous projetons correspond à la taxe sur le carbone payée par le producteur pour le séchage, que ce soit le propane ou le gaz naturel qui est utilisé. Le service est fourni par une tierce partie, par exemple, un silo-élevateur commercial : selon la forme actuelle du projet de loi, il ne serait pas exempté. Donc, au bout du compte, pour ces producteurs particuliers, leur coût de production actuel serait leur coût de production futur. Les producteurs qui recourent au séchage des grains à la ferme, lesquels, en Ontario, représentent une minorité des producteurs réels de grains et d'oléagineux, auraient un coût de production inférieur de façon annuelle parce qu'une partie de leurs dépenses de séchage des grains serait exemptée.

La difficulté que nous voyons, c'est que cela entraîne un déséquilibre concurrentiel dans le secteur et, en fin de compte, nous demandons à votre groupe sénatorial d'examiner pleinement cette question.

**Le sénateur Dalphond :** Êtes-vous en mesure de me donner quelques chiffres? Quel sera le déséquilibre? S'agit-il de 10, 5, 30 %?

**M. Hurst :** Le séchage type des grains dans toute ferme donnée avoisine le plus souvent les 8 à 12 % du coût total de production d'une culture de maïs, si vous le voulez. En dollars réels — et cela repose sur l'analyse de Grain Farmers of Ontario —, cela représente environ 18 \$ l'acre pour le maïs en fonction de la tarification actuelle du carbone, qui s'élève à 65 \$ la tonne. En 2030, cela s'élèvera à 47 \$ l'acre. Si vous avez l'agriculteur A d'un côté et l'agriculteur B de l'autre qui font exactement la même chose et que l'un a un coût de production supérieur de 47 \$, c'est très problématique du point de vue du secteur, lorsque vous avez une politique qui crée des gagnants et des perdants sur le marché.

**Le sénateur Dalphond :** Le chiffre d'environ 8 à 10 % correspondrait au coût du séchage?

**M. Hurst :** Oui.

**Le sénateur Dalphond :** Si vous procédez vous-même au séchage, cela serait 7%? Quelle serait la différence entre les 8 et les 10 % payés par ceux qui utilisent les séchoirs tiers et ceux qui feraient eux-mêmes le séchage... la partie des coûts d'exploitation globaux, de la production et du fait d'avoir la moissonneuse-batteuse dans le champ et tout le reste?

**M. Hurst :** Je comprends tout à fait votre question. Il est difficile de répondre à cette question pour chaque exploitation, car les coûts de production sont quelque peu différents.

This isn't absolute, but typically you will have on-farm drying that is generally not as efficient as large-scale commercial drying. They are newer units; they are high throughput. That is not exclusively, though. There are some very sophisticated farm operations that have the exact same drying equipment that you would find at a commercial elevator.

On the scale of the bell curve of early adopters versus laggards, there is also some really old technology still being used that isn't as efficient. Ultimately, it would be very close. We're talking a per cent in terms of total cost of production difference from a grower doing on-farm versus commercial. It's quite minor.

**Senator Dalphond:** One per cent. Following the logic of what you are saying, shouldn't we grant the tax exemptions to the third-party dryers — because they are more efficient — rather than to the farmers on their property because they are less efficient and, as you say, are using the old equipment and everything else?

**Mr. Hurst:** I will reclarify that. I would ensure that those producers who utilize commercial grain drying to dry their crops have the opportunity to be carbon tax exempt for the propane and natural gas the same way a grower would on farm. That makes it equal across the board. In this case, from a commercial standpoint, the grain elevators have no financial gain or loss. It's a cost flow-through for them.

**Senator Dalphond:** Flow-through. Thank you.

**The Chair:** I have a question, and then we'll move on to round two.

We have heard from commercial grain dyers, greenhouse operators and mushroom growers that it should be tweaked and supporting them more. I need to ask first Mr. Larkin and then the three here very quickly: Is it worth amending this bill and risk the bill not going through?

**Mr. Larkin:** You have hit the nail on the head, senator. My quick answer would be no. We have been waiting for years for this legislation and similar legislation to pass either in the Senate or in the House. We have the opportunity to pass this now. I would suggest passing this piece of legislation as is and in the future looking towards commercial drying opportunities.

**Mr. Hurst:** I think that's a very difficult question for all of you. I guess I would challenge you. You aspire to have appropriate legislation that meets the needs of all Canadians and, in this case, all farmers. Ultimately, where we're landing is that we have identified that there is a market imbalance in the

Il ne s'agit pas de chiffres absolus, mais habituellement, le séchage à la ferme ne sera généralement pas aussi efficace que le séchage commercial à grande échelle. Il s'agit d'unités plus récentes, à haut débit. Mais ce n'est pas tout. Il existe des exploitations agricoles très perfectionnées qui disposent exactement du même équipement de séchage que celui d'un silo commercial.

Sur l'échelle de la courbe des adopteurs précoces par rapport aux retardataires, il y a aussi des technologies très anciennes qui sont encore utilisées et qui ne sont pas aussi efficaces. En fin de compte, ce serait très proche. Nous parlons d'une différence de 1 % pour ce qui est du coût de production total entre un cultivateur qui fait de l'agriculture à la ferme et un cultivateur commercial. C'est très peu.

**Le sénateur Dalphond :** Un pour cent. Si l'on suit la logique de vos propos, ne devrions-nous pas accorder les exemptions fiscales aux séchoirs de tierces parties — parce qu'ils sont plus efficaces — plutôt qu'aux agriculteurs sur leur propriété parce qu'ils sont moins efficaces et, comme vous le dites, utilisent le vieil équipement et tout le reste?

**M. Hurst :** Je vais préciser ma pensée. Je m'assurerais que ces producteurs qui utilisent le séchage de grains commerciaux pour sécher leurs récoltes aient l'occasion de bénéficier d'une exemption concernant la tarification du carbone pour le propane et les gaz naturels de la même manière qu'un producteur sur sa ferme. Ainsi, tout le monde est égal. Dans ce cas, d'un point de vue commercial, les exploitants de silos n'ont ni gain ni perte financière. Il s'agit d'un transfert de coûts pour eux.

**Le sénateur Dalphond :** Un transfert. Je vous remercie.

**Le président :** J'ai une question, et ensuite nous passerons au deuxième tour.

Nous avons entendu de la part des exploitants de séchoirs à grains commerciaux, des exploitants de serres et des producteurs de champignons que le projet de loi devrait être peaufiné et les soutenir davantage. Il faut que je demande d'abord à M. Larkin et ensuite à vous trois très rapidement... vaut-il la peine de modifier ce projet de loi et de risquer qu'il ne soit pas adopté?

**M. Larkin :** Vous avez visé juste, monsieur le sénateur. Rapidement, je répondrais non. Nous avons attendu pendant des années cette législation et l'adoption d'une législation similaire au sein du Sénat ou de la Chambre. Nous avons l'occasion de l'adopter maintenant. Je proposerais de faire adopter cette partie de la législation telle qu'elle est et s'attacher à l'avenir aux occasions de séchage commercial.

**M. Hurst :** Je crois qu'il s'agit d'une question très difficile pour vous tous. Je suppose que je vous mettrais au défi. Vous aspirez à avoir une législation appropriée qui respecte les besoins de tous les Canadiens et, dans ce cas, tous les agriculteurs. Au bout du compte, là où nous voulons en venir est que nous avons

province of Ontario for the majority of grain and oilseed producers, and I would challenge all of you to think this through. Ultimately, we strive for the best legislation we can — not the fastest legislation.

**Mr. Carey:** No amendments are required. This Bill C-234 builds off the good work of retired senator Diane Griffin's Bill S-215. They're almost identical bills, and this bill should pass without amendments.

**Mr. Ross:** I would say the same. I think what is critical in this bill is that it is building on a very targeted exemption that already exists in the act — focused on farm. That is the scope of what we are talking about today, which is, I would suggest, tidying up an omission in the original exemption that is needed. That, to my mind, is a very critical improvement in the legislation that we should be looking at moving forward with immediately.

**The Chair:** We will now move on to round two. We're going to take an extra five minutes on this panel, so we really have about ten minutes or less. We have three senators right now who wish to ask questions. We'll limit it to about three and a half minutes.

**Senator Simons:** On Thursday, we heard from government officials who were explaining — which I had not understood before — the aggregate way in which the carbon rebate works so that it's based on your expenses and not on how much natural gas, propane or electricity you are using. It seems to me to be backwards to a certain extent because you could have a large cattle operation in Alberta and not use that much power — because your cattle are out on the range — versus having a smaller business that is really carbon intensive. It just seems to me that the way we are doing the rebates is counterintuitive.

Mr. Ross and Mr. Carey, what would you say to that?

**Mr. Ross:** That was very much our assessment as well. It's a very blunt instrument that doesn't really reflect the intent of what we believe is a critical tool in ensuring that farmers have capital to invest in operations.

The other facet to it that is so critical is that it's not simply the size and nature of your business, it's where you are located. The region and climate you're experiencing have an immense impact on many of these practices as does — the point that was raised earlier — access to infrastructure. That can be a fundamental driver of the extent to which you are exposed to carbon surcharges, and it is beyond your control.

relevé un déséquilibre du marché dans la province de l'Ontario pour la majorité des producteurs de grains et d'oléagineux, et je vous invite tous à bien y réfléchir. Au bout du compte, nous nous efforçons d'avoir la meilleure loi possible — et non pas la plus rapide.

**M. Carey :** Aucun amendement n'est nécessaire. Ce projet de loi C-234 se fonde sur l'excellent travail de la sénatrice à la retraite Diane Griffin dans le projet de loi S-215. Les projets de loi sont presque identiques, et ce projet de loi devrait être adopté sans amendement.

**M. Ross :** Je dirais la même chose. Selon moi, ce qui est essentiel dans ce projet de loi, c'est le fait qu'il s'appuie sur une exemption très ciblée qui existe déjà dans la loi — axée sur l'agriculture. Voilà la portée de ce dont nous parlons aujourd'hui, qui, je proposerais, consiste à corriger une omission dans l'exemption initiale qui se révèle nécessaire. Cela, à mon avis, constitue une amélioration très essentielle de la loi que nous devrions envisager de proposer immédiatement.

**Le président :** Nous allons maintenant passer à la deuxième série de questions. Nous allons prendre cinq minutes supplémentaires pour ce groupe de témoins, alors nous disposons d'environ dix minutes ou moins. Nous avons trois sénateurs présentement qui souhaitent poser des questions. Nous imposerons une limite de trois minutes et demie.

**La sénatrice Simons :** Jeudi, nous avons entendu des fonctionnaires qui expliquaient — ce que je n'avais pas compris auparavant — la manière globale dont fonctionne le remboursement de la taxe sur le carbone, soit qu'il est fondé sur vos dépenses et non sur la quantité de gaz naturel, de propane ou d'électricité que vous utilisez. Il me semble que cela revient à régresser dans une certaine mesure parce que vous pouvez avoir un grand élevage de bétail en Alberta et ne pas utiliser beaucoup de courant — parce que votre bétail est en liberté — par rapport à avoir une entreprise plus petite qui produit beaucoup de carbone. La manière dont nous appliquons le remboursement sur la taxe de carbone me semble contre-intuitive.

Monsieur Ross et monsieur Carey, qu'en pensez-vous?

**M. Ross :** C'est en grande partie ce que nous avons évalué également. Il s'agit d'un instrument grossier qui ne reflète pas vraiment l'intention de ce que nous estimons être un outil essentiel visant à assurer que les agriculteurs disposent de capitaux à investir dans leurs exploitations.

L'autre facette qui est également essentielle est que cela ne dépend pas seulement de la taille et la nature de votre entreprise; cela dépend de l'endroit où vous êtes situé. La région et le climat ont un impact considérable sur beaucoup de ces pratiques, tout comme — c'est ce qui a été soulevé plus tôt — l'accès à l'infrastructure. Ce facteur peut être fondamental pour déterminer la mesure dans laquelle vous êtes exposé aux surtaxes de carbone, et il est hors de votre contrôle.

**Senator Klyne:** Assuming Bill C-234 goes through, and in the interest of farm operations becoming far less reliant upon fossil fuels, what suggestions would you have for the government to build on Bill C-234 and concurrently accelerate access to new technology and equipment, research and support for structure, investments and reinventing processes region by region? What have you got for me?

**Mr. Ross:** Thank you for the question, senator. We are in the midst of working on something called the Sustainable Agriculture Strategy in Canada right now. I would suggest that what is evident in our conversations to date — and as I think has been apparent to many farmers for some time — is that investing in basic and “commercializable” research and development is fundamental for our sector. Significantly increasing the level of investment in research and development and also simultaneously extension services to ensure that the research is being translated to on-farm applications is fundamental.

Similarly, it’s important to take a very flexible and regionalized approach to incentives to ensure that when farmers are making decisions, they are making them as business people. They don’t look at sustainability in isolation. We look at where we can take targeted approaches that ensure the signal from a business perspective is aligned with the right decision sustainability-wise. There is no one tool. There’s no silver bullet. It’s about taking a close look — a flexible approach — that accommodates the diversity in our industry across the country and ensuring there is a tool kit for farmers able to really align those incentives.

**Senator Klyne:** How far along is that strategy?

**Mr. Ross:** It’s in development today, but it’s setting a course for the sector until 2050.

**Senator Klyne:** Do you have a theoretical overview of that?

**Mr. Ross:** This is a Government of Canada initiative that we are advising upon, so it is not —

**Senator Klyne:** We might get something faster from you. Can you send the committee a little brief note on that? I can’t write as fast as you are talking.

**Mr. Ross:** We can certainly give you a brief of some of the critical elements that I just spoke to. That would certainly not be a problem.

**Senator Klyne:** Maybe we can get behind it.

**Le sénateur Klyne :** Supposons que le projet de loi C-234 soit adopté; en vue de rendre les exploitations agricoles beaucoup moins dépendantes des combustibles fossiles, que proposez-vous au gouvernement pour qu’il puisse s’appuyer sur le projet de loi C-234 et, parallèlement, accélérer l’accès aux nouvelles technologies et aux nouveaux équipements, à la recherche et au soutien en matière de structure, aux investissements et à la réinvention des processus de région en région? Qu’avez-vous à me dire?

**M. Ross :** Je vous remercie de la question, sénateur. Nous travaillons actuellement sur ce que l’on appelle la Stratégie d’agriculture durable au Canada. Je proposerais ce qui est évident dans nos discussions jusqu’à présent — et qui je crois est évident pour de nombreux agriculteurs depuis quelque temps — soit que le fait d’investir dans la recherche et le développement élémentaire et « commercialisable » est fondamental dans notre secteur. Il est fondamental d’augmenter le niveau d’investissement dans la recherche et le développement et aussi, parallèlement, dans les services d’extension afin de s’assurer que la recherche se traduise en applications dans les exploitations agricoles.

Dans le même ordre d’idées, il est important d’adopter une approche très souple et régionale des incitatifs afin de s’assurer que les agriculteurs prennent des décisions, et qu’ils les prennent en tant qu’entrepreneurs. Ils ne s’attardent pas à la seule durabilité. Nous examinons là où nous pouvons adopter des approches ciblées qui permettent de garantir que le signal d’un point de vue commercial, est aligné avec la bonne décision en matière de durabilité. Il n’existe pas un outil unique. Il n’y a pas de solution miracle. Il s’agit d’observer les choses de très près, en adoptant une approche souple, qui tient compte de la diversité de notre industrie dans l’ensemble du pays et veille à ce que les agriculteurs disposent d’une boîte à outils leur permettant de vraiment s’aligner avec ces incitatifs.

**Le sénateur Klyne :** Où en êtes-vous avec cette stratégie?

**M. Ross :** Elle est en cours d’élaboration à ce jour, mais elle trace la voie pour le secteur jusqu’en 2050.

**Le sénateur Klyne :** Avez-vous un aperçu théorique de cela?

**M. Ross :** Il s’agit d’une initiative que nous conseillons au gouvernement du Canada, alors elle n’est pas...

**Le sénateur Klyne :** Nous allons peut-être obtenir quelque chose plus rapidement de votre part. Pouvez-vous envoyer au comité une petite note d’information à ce sujet? Je ne peux pas écrire aussi vite que vous parlez.

**M. Ross :** Nous pouvons certainement vous donner un aperçu de certains éléments essentiels que je viens d’aborder. Ce n’est certainement pas un problème.

**Le sénateur Klyne :** Nous pouvons peut-être les faire valoir.

**Mr. Carey:** In some ways, senator, we just need to get out of our own way. We need to make sure we are incentivizing competition and innovation here in Canada, and that requires things like regulatory modernization and reducing red tape. Canada is a relatively small market globally when it comes to agriculture compared to Brazil, the EU or China. We need companies to want to invest here. They need a clear path for commercialization whether it's the next commercially efficient grain dryer or the new wave of gene-edited technologies that have come on the market.

Canada needs to be an attractive market to foster that innovation, and that is also in collaboration with Agriculture and Agri-Food Canada who do a lot of great upstream research that really builds the building blocks that companies then come in and commercialize. But innovation and competitiveness will be key, and that takes all of us.

**Senator Woo:** In the same way that you may be able to share some information with us on the sustainability plan, maybe you could also take a closer look at the earlier question about the share of natural gas and/or propane in the relevant farms covered by this bill. To me, that's a very germane question because it goes to the issue of whether or not the risks farms face, which impede the ability to reinvest in the things they want to do, stem principally from natural gas and propane. The other fuels are already exempt, so we can leave them out.

You had asked about a figure, which I quoted, and it's much lower than I had guessed, in fact. This is from an Agriculture and Agri-Food Canada report in 2019, I believe, that suggests that grain drying as a share of net operating costs for an average farm — and I take the point of differences in farm size — is between 0.05% and 0.38%. To me, that's a very small number. I stand to be corrected. If you have other figures, I would love to see them.

**The Chair:** We will want this as soon as possible.

That is the end of our questions. I want to thank our witnesses, Mr. Hurst, Mr. Carey, Mr. Ross and Mr. Larkin, for joining us this evening. We do appreciate your witness testimony today.

We will now proceed with our second panel on Bill C-234, An Act to amend the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act. For our second panel, we welcome in person from the Climate Action Network Canada, Alex Cool-Fergus, National Policy Manager;

**M. Carey :** De certaines manières, monsieur le sénateur, nous avons simplement besoin de cesser de nous mettre des bâtons dans les roues. Il faut veiller à encourager la concurrence et l'innovation ici au Canada, ce qui nécessite des choses comme la modernisation de la réglementation et la diminution de la bureaucratie. Le Canada représente un marché relativement petit à l'échelle mondiale lorsqu'on compare notre agriculture à celle du Brésil, de l'Union européenne ou de la Chine. Nous avons besoin que des entreprises veuillent investir ici. Elles ont besoin d'une voie claire pour la commercialisation, qu'il s'agisse du prochain séchoir à grains efficace sur le plan commercial ou de la nouvelle vague des technologies de modification génétique qui ont fait leur apparition sur le marché.

Le Canada a besoin d'être un marché attirant pour favoriser cette innovation, et ce travail s'effectue en collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, qui mène beaucoup de bonnes recherches en amont, lesquelles construisent une base solide sur laquelle les entreprises peuvent ensuite s'appuyer pour la commercialisation, mais l'innovation et la concurrence seront primordiales, et elles sont l'affaire de tous.

**Le sénateur Woo :** De la même manière que vous pourriez partager avec nous certaines informations sur le plan de la durabilité, peut-être pourriez-vous aussi examiner de plus près la question qui a été posée plus tôt concernant la proportion de gaz naturel ou de propane utilisée dans les exploitations agricoles concernées par ce projet de loi. À mon avis, cette question est très pertinente parce qu'elle porte sur la question de savoir si les risques auxquels sont exposées les exploitations agricoles, et qui les empêchent de réinvestir dans ce qu'elles veulent faire, découlent principalement du gaz naturel et du propane. Les autres combustibles sont déjà exemptés, alors nous pouvons les laisser de côté.

Vous avez posé une question à propos d'un chiffre, que j'ai cité, et qui est en fait beaucoup plus bas que je ne l'avais supposé. Il provient d'un rapport d'Agriculture et Agroalimentaire Canada de 2019, je crois, je laisse entendre que le séchage de grains comme part des coûts d'exploitation nets pour une exploitation agricole moyenne — et je tiens compte de la différence de taille des exploitations — se situe entre 0,05 % et 0,38 %. À mes yeux, il s'agit d'un chiffre très petit. Je suis prêt à me faire corriger. Si vous avez d'autres chiffres, j'aimerais les voir.

**Le président :** Nous voulons les obtenir le plus tôt possible.

C'est la fin de notre période de questions. J'aimerais remercier nos témoins, M. Hurst, M. Carey, M. Ross et M. Larkin de leur présence parmi nous ce soir. Nous apprécions vraiment vos témoignages aujourd'hui.

Nous allons maintenant enchaîner avec notre deuxième groupe de témoins sur le projet de loi C-234, une Loi modifiant la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre. Nous souhaitons la bienvenue en personne à Alex



online from the David Suzuki Foundation, Tom Green, Senior Climate Policy Adviser; and online from the University of British Columbia, Kathryn Harrison, Professor, Political Science.

We will hear opening remarks from Ms. Cool-Fergus, Mr. Green and Dr. Harrison. You each have five minutes. As before, I'll raise my hand when you have one minute left. When it is time to wrap up, you will see both of my hands and it is time to wrap up. With that, Ms. Cool-Fergus.

[Translation]

**Alex Cool-Fergus, National Policy Manager, Climate Action Network Canada:** On behalf of Climate Action Network Canada and our over 150 members across the country, thank you for the opportunity to speak today. Our members include environmental groups, unions, First Nations, health and youth organizations, as well as farmers' groups.

[English]

In addition to being Climate Action Network's National Policy Manager, I am also the wife of a greenhouse producer. Now, he wanted to attend this meeting today, but, as farmers do, he will have to be up very early tomorrow morning to tend to his crops. It has been a particularly tough year for farmers, for his greenhouse and for many other farms in our area and I know across Canada. Farmers' jobs seem to be only getting harder, yet year after year they keep at it and they show us the true meaning of resilience.

I am hoping you can support my husband and the hundreds of thousands of other farmers across the country as they grapple with the triple threat of climate impacts, inflation and volatile fuel costs. Unfortunately, that is not what Bill C-234 would achieve.

Climate Action Network vigorously supports carbon pricing. It's an essential climate policy tool that provides transparency and certainty and drives emissions-reducing innovation across our economy. It works precisely because it applies to everyone and every sector and incentivizes families and businesses to reduce their emissions. By increasing the cost of higher-emitting technologies, carbon pricing directs the market away from high-emitting fossil fuels. But carbon pricing only works if it is applied effectively and broadly across the economy.

Cool-Fergus, directrice des politiques nationales au sein du Réseau action climat Canada; par vidéoconférence, nous accueillons Tom Green, conseiller principal en matière de politiques climatiques au sein de la Fondation David Suzuki; et par vidéoconférence, Kathryn Harrison, professeure, sciences politiques à l'Université de la Colombie-Britannique.

Nous allons entendre les remarques liminaires de Mme Cool-Fergus, de M. Green et de Mme Harrison. Vous disposez chacun de cinq minutes. Comme précédemment, je lèverai la main lorsqu'il vous restera une minute. Lorsque le moment sera venu de conclure, je lèverai les deux mains, et il faudra alors conclure. Sur ce, la parole est à vous, madame Cool-Fergus.

[Français]

**Alex Cool-Fergus, directrice des politiques nationales, Réseau action climat Canada :** Au nom du Réseau action climat Canada et de nos 150 membres et plus partout au pays, je vous remercie de nous donner la chance de prendre la parole aujourd'hui. Nos membres rassemblent des groupes environnementaux, des syndicats, des Premières Nations, des organismes de santé et de jeunesse, ainsi que des regroupements de fermiers.

[Traduction]

En plus d'être la directrice des politiques nationales du Réseau action climat Canada, je suis également l'épouse d'un serriculteur. Il souhaitait être présent à la réunion aujourd'hui, mais comme tout agriculteur, il devait se lever très tôt le lendemain matin pour s'occuper de ses cultures. L'année a été particulièrement difficile pour les agriculteurs, pour sa serre et pour de nombreuses autres exploitations agricoles dans notre région, et je le sais, dans l'ensemble du Canada. Le travail des agriculteurs semble devenir plus difficile, pourtant année après année ils continuent et ils nous montrent le véritable sens de la résilience.

J'espère que vous pouvez soutenir mon époux et les centaines de milliers d'autres agriculteurs dans tout le pays tandis qu'ils luttent contre la triple menace des impacts climatiques, de l'inflation et des prix volatils des combustibles. Malheureusement, ce n'est pas ce que permettrait de réaliser le projet de loi C-234.

Le Réseau action climat Canada soutient vigoureusement la tarification du carbone. Il s'agit d'un outil essentiel en matière de politique climatique qui offre transparence et certitude et encourage l'innovation en matière de réduction des émissions dans l'ensemble de notre économie. La tarification est efficace précisément parce qu'elle s'applique à tout le monde et à tous les secteurs et qu'elle incite les familles et les entreprises à réduire leurs émissions. En augmentant le coût des technologies à fortes émissions, la tarification du carbone éloigne le marché des combustibles fossiles à fortes émissions. Cependant, la

Bill C-234 undermines the market signal that carbon pricing is supposed to send. In fact, it sends the exact opposite message which is that farmers will be rewarded for maintaining the status quo. An exemption for natural gas and propane on farms is an inappropriate policy tool for achieving the objectives of the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act. This comes as no surprise, as the bill's sponsor, Mr. Lobb, has stated that he would "love to have a bill to get rid of carbon tax for everybody." Poking holes in carbon pricing is the real nature of Bill C-234, not relief for farmers.

That said, while an exemption on carbon pricing is not the right policy tool to do so, Climate Action Network – Réseau action climat, or CAN-Rac, advocates for the need of federal support to help farmers transition and align it with the goals of the Paris Agreement. Research by Farmers for Climate Solutions points to needed new investments of more than \$2 billion over five years and 19 beneficial management practices already proven in the Canadian context to reduce greenhouse gases, sequester carbon and increase resilience on Canadian farms.

Now, as legislators, I encourage you to weigh the impacts of this bill not only on farming operations but on the broader policy landscape in Canada. If the exemptions determined in Bill C-234 are approved, where will they stop?

There are equally valid, hard-to-decarbonize sectors which could begin to opt out of carbon pricing. Some examples: health care, long-haul trucking, municipal operations and the list goes on. There is no room for interest-based exemptions from the price on carbon.

I believe this committee is serious about helping farmers to reduce their operating costs, but the only meaningful way to do that is to reduce farmers' dependence on fossil fuels. Exemptions do not protect farmers from the long-term volatility of natural gas and propane prices. More importantly, by removing the market signal, they neither reward the farmers who have invested in more efficient solutions nor encourage efficiency upgrades and innovation in the sector.

tarification du carbone ne fonctionne que si elle est appliquée efficacement et à grande échelle dans l'ensemble de l'économie.

Le projet de loi C-234 brouille le signal que la tarification du carbone est censée envoyer au marché. Il envoie même tout à fait le message inverse : les agriculteurs seront récompensés s'ils maintiennent le statu quo. L'exemption pour le gaz naturel et le propane dans les exploitations agricoles n'est pas le mécanisme d'intervention adéquat pour atteindre les objectifs de la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre. Cela n'a rien de surprenant, puisque le parrain du projet de loi, M. Lobb, a déclaré qu'il aimerait bien « faire adopter un projet de loi qui annule la taxe sur le carbone pour toute la population ». Le véritable but du projet de loi C-234 est d'affaiblir la tarification du carbone et non d'alléger le fardeau des agriculteurs.

Cela dit, même si une exemption de la tarification du carbone n'est pas le bon mécanisme d'intervention, dans ce contexte, Climate Action Network — Réseau action climat, ou CAN-Rac, réclame le soutien du gouvernement fédéral afin d'aider les agriculteurs à faire la transition et à s'aligner sur les objectifs de l'Accord de Paris. Selon des études menées par Fermiers pour la transition climatique, il faudra investir plus de 2 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années et adopter 19 pratiques de gestion bénéfiques, déjà éprouvées en contexte canadien, pour réduire les gaz à effet de serre, séquestrer le carbone et accroître la résilience des exploitations agricoles du Canada.

Je vous encourage à bien évaluer, en tant que législateurs, les conséquences de ce projet de loi, pas seulement sur les exploitations agricoles, mais aussi sur le paysage politique du Canada en général. Si les exemptions prévues dans le projet de loi C-234 sont approuvées, où cela s'arrêtera-t-il?

Il existe d'autres secteurs tout aussi valables où la décarbonisation est difficile, qui pourraient vouloir être exemptés de la tarification du carbone. Je vous donne quelques exemples : les soins de santé, le camionnage longue distance, les opérations municipales, et ainsi de suite. Il est impensable d'accorder des exemptions à la tarification du carbone en se basant sur les intérêts.

Je crois que votre comité veut réellement aider les agriculteurs à réduire leurs coûts d'exploitation, mais la seule façon concrète d'y arriver est de réduire la dépendance des agriculteurs aux combustibles fossiles. Les exemptions ne protègent pas les agriculteurs contre la volatilité sur le long terme des prix du gaz naturel et du propane. Plus important encore, en éliminant le signal du marché, on ne récompense pas les agriculteurs qui ont investi dans des solutions plus efficaces, pas plus qu'on n'encourage les mises à niveau et les innovations efficaces dans ce secteur.

Another concern that CAN-Rac has with regard to Bill C-234 is that it essentially constitutes a new fossil fuel subsidy. On September 15, the Parliamentary Budget Officer released a cost estimate which found that for the year 2030 alone the bill would cost the government \$162 million. Canada has committed to eliminating inefficient fossil fuel subsidies. This subsidy, we would argue, is wildly inefficient.

Profits from oil and gas producers have never been so high. These massive companies are profit sharing off the war in Ukraine to dramatically increase their corporate profits. According to the Pembina Institute's *Waiting to Launch* report, Canadian oil and gas companies' free cash flow was a record-breaking \$152 billion in 2022. Profiteering fossil fuel corporations do not need additional government handouts; they need to reduce their own emissions so that hard-working farmers do not shoulder the burden of these companies in action on climate change.

Put simply, Bill C-234 is a short-term solution that creates long-term problems. While we encourage you to reject the bill, we also recommend that you build on policies that drive innovation and shield farmers from the volatile crisis of fossil fuels. This includes solutions that have a direct benefit for all farmers and which further encourage the adoption of more efficient technologies. I have provided more detailed recommendations about these solutions in my brief. As the rest of the economy shifts to low- or no-emission technologies, farmers need smart policy solutions today that increase their resilience tomorrow. Thank you.

**The Chair:** Thank you very much. Moving on to Ms. Harrison.

**Kathryn Harrison, Professor, Political Science, University of British Columbia, as an individual:** Good evening. Thank you very much for the opportunity to speak with you today.

I am a professor of political science at the University of British Columbia where I teach and do research on climate policy. I'm currently writing a book on carbon taxation in several countries, one of which, of course, is Canada.

Since 2018, I have been invited many times to give presentations on Canada's approach to carbon pricing to international meetings. The reason for all of that interest in Canada's approach is that our carbon pricing policies are

Une autre préoccupation de CAN-Rac à l'égard du projet de loi C-234 est qu'il s'agit essentiellement d'une nouvelle subvention pour les combustibles fossiles. Le 15 septembre, le directeur parlementaire du budget a publié une estimation des coûts selon laquelle ce projet de loi allait coûter 162 millions de dollars au gouvernement pour la seule année 2030. Le Canada s'est engagé à éliminer les subventions inefficaces pour les combustibles fossiles, et nous sommes d'avis que cette subvention est tout à fait inefficace.

Les producteurs pétroliers et gaziers n'ont jamais fait autant de profits. Ces énormes entreprises se partagent les profits de la guerre en Ukraine pour accroître leurs propres bénéfices d'entreprise. Un rapport de l'Institut Pembina intitulé *Waiting to Launch* indique que le flux de trésorerie disponible des entreprises pétrolières et gazières du Canada a atteint 152 milliards de dollars en 2022, un sommet inégalé. Les entreprises de combustibles fossiles qui réalisent de tels profits n'ont pas besoin d'une aide gouvernementale supplémentaire; ce qu'elles doivent faire, c'est réduire leurs propres émissions afin que les infatigables agriculteurs n'aient pas à assumer le fardeau de ces entreprises dans la lutte contre les changements climatiques.

Pour dire les choses simplement, le projet de loi C-234 est une solution à court terme qui crée des problèmes à long terme. Nous vous encourageons à rejeter ce projet de loi, mais nous vous recommandons aussi de miser sur des politiques qui stimulent l'innovation et qui protègent les agriculteurs contre la crise de la volatilité des combustibles fossiles. Pensons par exemple à des solutions qui avantagent directement tous les agriculteurs et qui favorisent davantage l'adoption de technologies plus efficaces. J'ai présenté des recommandations plus détaillées à propos de ces solutions dans mon mémoire. À mesure que le reste de l'économie passe aux technologies à faibles émissions ou sans émissions, les agriculteurs ont besoin, dès aujourd'hui, de solutions politiques avisées qui accroissent leur résilience future. Merci.

**Le président :** Merci beaucoup. C'est au tour de Mme Harrison.

**Kathryn Harrison, professeure, Sciences politiques, Université de la Colombie-Britannique, à titre personnel :** Bonsoir. Merci beaucoup de m'avoir invitée à discuter avec vous aujourd'hui.

Je suis professeure de sciences politiques à l'Université de la Colombie-Britannique, où j'enseigne et étudie la politique climatique. Je suis en train d'écrire un livre sur la taxe sur les émissions carboniques de plusieurs pays, y compris bien sûr le Canada.

Depuis 2018, j'ai été invitée à un grand nombre de rencontres internationales pour présenter des exposés sur l'approche canadienne en matière de tarification du carbone. La raison pour laquelle on s'intéresse tant à l'approche canadienne, c'est que

well-designed with broad coverage of emission sources, big and small; revenue recycling to both households and industry; and minimal exemptions. Exemptions, including those proposed by this bill for farm operations, undermine the effectiveness, cost effectiveness and fairness of carbon pricing.

Now at the risk of getting really basic, carbon pricing works through three complementary mechanisms. First, and obviously, carbon pricing encourages fossil fuel consumers — in this case, farmers — to reduce emissions through energy conservation, fuel switching and adoption of new technologies. But there are two other ones. The second is that the price signal creates an incentive for other businesses — in this case manufacturers of farm equipment — to innovate, to come up with less carbon-intensive technologies. The third one is that ensuring that market prices reflect the real environmental and human costs of carbon pollution sends a signal to final consumers and investors to adjust where they are putting their money, including what products they are buying.

The proposed exemption for fossil fuels used in grain drying and building heating is only about the first mechanism, but my concern is that by exempting farmers from the fuel levy, it is undermining the other two mechanisms.

If farmers don't have a price incentive to reduce their consumption of propane and natural gas, that weakens the incentive for those other businesses to design and manufacture low-carbon farm equipment.

It also undermines broader market adjustment, including for final consumers. It's human nature to compare any change to the status quo, "Will I be better off tomorrow than I am today?" Maybe the fundamental challenge with climate change is that status quo is off the table. We are already seeing dangerous and costly impacts of global warming in Canada and around the world at 1.1 to 1.2 Celsius, and that is going to keep getting worse until we reach net zero. The real choice is between modest costs today and much greater costs in the future. Our economy must and will change, whether that happens smoothly — starting now — or painfully.

The lowest-cost way to do that is via a price on carbon pollution, making that adjustment part of the normal business operations. The proposed exemption in this bill is a bad idea because it undermines the scope and thus effectiveness of carbon pricing.

nos politiques de tarification du carbone ont bien été conçues : elles couvrent largement les sources d'émission, petites et grandes; prévoient le recyclage des recettes au bénéfice des ménages et de l'industrie; et comportent très peu d'exemptions. Les exemptions, comme celles proposées dans le projet de loi pour les activités agricoles, minent l'efficacité, le rapport coût-efficacité et le caractère équitable de la tarification du carbone.

Je ne veux pas trop simplifier, mais la tarification du carbone fonctionne grâce à trois mécanismes complémentaires. Le premier — et le plus évident —, la tarification du carbone encourage les consommateurs de combustibles fossiles — ici, il s'agit des agriculteurs — à réduire leurs émissions en conservant l'énergie, en remplaçant les hydrocarbures et en adoptant de nouvelles technologies. Mais il y a deux autres mécanismes : le deuxième, c'est le signal de prix qui incite les autres entreprises — ici, les fabricants d'équipement agricole — à innover, à mettre au point des technologies qui produisent moins d'émissions carboniques. Le troisième consiste à veiller à ce que les prix du marché reflètent les véritables coûts environnementaux et humains de la pollution carbonique, afin de convaincre les consommateurs au bout de la chaîne et les investisseurs qu'ils doivent changer leurs dépenses, y compris les produits qu'ils achètent.

L'exemption proposée pour les combustibles fossiles utilisés dans le séchage des grains et le chauffage des bâtiments vise seulement le premier mécanisme, mais ma préoccupation est que, en exemptant les agriculteurs de la taxe sur les combustibles, on mine du même coup les deux autres mécanismes.

S'il n'y a pas d'incitatif financier pour les agriculteurs à réduire leur consommation de propane et de gaz naturel, les autres entreprises ne seront pas incitées à concevoir et à fabriquer de l'équipement agricole à faibles émissions carboniques.

Cela mine aussi les mécanismes d'adaptation du marché en général, y compris pour le consommateur final. C'est dans la nature humaine de comparer le changement au statu quo : « Est-ce que demain sera mieux qu'aujourd'hui? » Peut-être que le problème fondamental, avec les changements climatiques, c'est que le statu quo n'est pas une option. Nous constatons déjà les dangers et les coûts des changements climatiques, au Canada et partout dans le monde, à 1,1 ou 1,2 degré Celsius, et les choses ne feront qu'empirer tant que nous n'atteindrons pas la carboneutralité. Le véritable choix est entre des coûts modestes aujourd'hui, et des coûts beaucoup plus élevés dans l'avenir. Notre économie doit et va changer, que cela se fasse en douceur — dès maintenant — ou péniblement.

La solution la moins coûteuse est la tarification de la pollution carbonique et l'intégration de cette modification aux activités normales des entreprises. L'exemption proposée dans le projet de loi est une mauvaise idée, parce qu'elle mine la portée, et donc l'efficacité, de la tarification du carbone.

I also fear that it won't be the last one to come to Canada's Parliament. In the early 1990s, Scandinavian countries all adopted carbon taxes, and they were the first to do so. They also faced pleas for relief from vulnerable and/or carbon intensive sectors, and one bill at a time they undermined the impact of their carbon taxes through exemptions that reduced coverage of certain sectors, reduced the price for certain sectors or completely eliminated its application to certain fuels. So I urge you to be aware of a slippery slope because other sectors will surely be coming with their requests and arguments that it is unfair that farmers have received a waiver and they haven't.

To some degree, that has already been built into this particular bill. The exemption of transportation fuels in the agricultural sector was built into the B.C. carbon tax and that was then moved into the federal carbon tax. And now, because that is in the federal carbon pricing bill, there is an argument to extend it.

In the Scandinavians' defence, carbon pricing was new, but we now know that there are better ways to both support businesses and households in adjusting to carbon pricing without undermining the incentive. We're already starting to do those, and I think that is the alternative to eliminating the carbon price on these fuel applications. Thank you.

**The Chair:** Thank you. Mr. Green, please proceed.

**Tom Green, Senior Climate Policy Adviser, David Suzuki Foundation:** Thank you for the invitation to speak with you today. I have a background in ecological economics. I earned my PhD at the University of British Columbia, so I am pleased to be here with Professor Harrison and with Ms. Cool-Fergus, who, between the two of them, took many of my punchlines.

I am speaking to you from Vancouver in Coast Salish territory. Finally, the rains have arrived in the last few days. Climate change resulted in a supercharged wildfire season, with a tally of over 16.5 million hectares of forest burned across Canada, seven times the 25-year average, turning our forests from sink to a massive source of emissions.

[*Translation*]

Climate change is already causing problems for farmers, be it in the form of drought, flooding or extreme weather conditions. On a global scale, climate change is compromising food security.

J'ai aussi peur que ce ne soit pas la dernière exemption qui sera proposée au Parlement du Canada. Au début des années 1990, les pays scandinaves ont tous adopté des taxes sur le carbone; ils étaient les premiers pays à le faire. Les secteurs vulnérables ou à forte intensité carbonique les ont eux aussi suppliés d'alléger leur fardeau, et, un projet de loi à la fois, l'effet des taxes sur le carbone a été amorti à coups d'exemptions qui ont réduit l'application dans certains secteurs, réduit le prix pour certains secteurs ou éliminé complètement son application à certains combustibles. Je vous recommande donc fortement à éviter cette pente glissante, parce que d'autres secteurs vont certainement venir vous voir, avec leurs demandes et leurs arguments, pour dire que c'est injuste que les agriculteurs bénéficient d'une exemption et pas eux.

D'une certaine manière, cela fait déjà partie du projet de loi. L'exemption visant les combustibles pour les transports dans le secteur agricole était intégrée dans la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique, puis elle a été intégrée dans la taxe fédérale sur le carbone. À présent, puisque cela se trouve dans le projet de loi fédéral sur la tarification du carbone, il y a des arguments pour élargir sa portée.

À la défense des Scandinaves, la tarification du carbone était quelque chose de nouveau, mais nous savons maintenant qu'il y a de meilleures façons de soutenir les entreprises ainsi que les ménages en modifiant la tarification du carbone, sans pour autant amoindrir l'incitatif. Nous avons déjà commencé à le faire, et je pense que c'est la bonne solution, au lieu d'éliminer la tarification du carbone pour ces utilisations des combustibles. Merci.

**Le président :** Merci. Monsieur Green, allez-y, je vous prie.

**Tom Green, conseiller principal en matière de politique climatique, Fondation David Suzuki :** Merci de m'avoir invité à discuter avec vous aujourd'hui. J'ai une formation en économie écologique et j'ai fait mon doctorat à l'Université de la Colombie-Britannique, alors je suis très content d'être ici avec Mme Harrison et Mme Cool-Fergus, même si, ensemble, elles ont déjà dit beaucoup de choses que j'allais dire.

Je m'adresse à vous depuis Vancouver, sur le territoire des Salish de la Côte. La pluie est enfin arrivée au cours des derniers jours. À cause des changements climatiques, la saison des feux de forêt a été extrêmement intense : au total, plus de 16,5 millions d'hectares de forêt ont brûlé d'un bout à l'autre du Canada, sept fois plus que la moyenne sur 25 ans, ce qui a transformé nos forêts, censées être des puits de carbone, en énormes sources d'émissions.

[*Français*]

Le changement climatique pose déjà des problèmes aux producteurs agricoles, qu'il s'agisse de sécheresse, d'inondations ou de conditions météorologiques extrêmes. À l'échelle

[English]

Economists and climate policy experts agree that a key tool for driving down emissions is carbon pricing. At last week's Climate Ambition Summit, convened by the UN Secretary-General, more countries joined Canada's carbon pricing challenge, an initiative that aims to triple the coverage of carbon pricing mechanisms around the world. As the president of the EU commission explained, the EU would be teaming up with other countries "to unlock the potential of carbon pricing worldwide, to the benefit of people, and the benefit of the planet."

Earlier today, the International Energy Agency released its updated net zero roadmap showing that with bold action and thanks to the rapid scaling up of renewable energy 1.5 Celsius is still within reach, but we have to act. One of the cornerstone policies used in this roadmap is carbon pricing.

What Bill C-234 does is erode carbon pricing by reducing emissions coverage, offering a glaring example of policy incoherence.

It is critical to note that since this legislation was first proposed, Bill C-8 passed into law, ensuring that revenue from pollution pricing applied to agricultural operations in backstop provinces is now recycled in a way that reduces costs to farmers while maintaining the incentive to abate emissions.

Bill C-234 sets Canada on a slippery slope of considering sector-by-sector, special-interest-by-special-interest exemptions. Every sector can come up with their own reasons for why they deserve relief.

Statements by some parliamentarians about their commitment to axing the carbon tax are troubling and suggest this bill is a Trojan horse. Listening to previous interventions on this bill, the claim has been made that Bill C-8 is failing to help producers because the federal rebates do not fully offset the costs associated with the carbon levy. This argument cannot be true sector-wide.

We also have the government making investments in things like the Agricultural Clean Technology Program. Maybe we need more funding for it, but that is more the direction we need.

mondiale, le changement climatique compromet la sécurité alimentaire.

[Traduction]

Les économistes et les experts de la politique climatique s'entendent pour dire que la tarification du carbone est un mécanisme clé pour réduire les émissions. La semaine dernière, durant le Sommet sur l'ambition climatique qui a été convoqué par le Secrétaire général des Nations unies, de nouveaux pays ont relevé le défi sur la tarification du carbone lancé par le Canada, une initiative visant à tripler la couverture des mécanismes de tarification du carbone dans le monde. Comme l'a expliqué la présidente de la commission de l'Union européenne, l'Union européenne fera équipe avec d'autres pays pour « libérer le potentiel de la tarification du carbone dans le monde entier, dans l'intérêt des populations et de la planète ».

Plus tôt aujourd'hui, l'Agence internationale de l'énergie a publié la mise à jour de sa feuille de route vers la carboneutralité, montrant que, avec des mesures ambitieuses et la mise à l'échelle rapide de l'énergie renouvelable, la cible de 1,5 degré Celsius est toujours réalisable, mais il nous faut agir. L'une des politiques essentielles de cette feuille de route est la tarification du carbone.

Le projet de loi C-234 réduit l'efficacité de la tarification du carbone en réduisant la couverture des émissions, un exemple criant d'une politique incohérente.

Il est très important de souligner que, depuis que ce projet de loi a été proposé, le projet de loi C-8 a été adopté; cette loi garantit que les recettes de la tarification de la pollution pour des activités agricoles, dans les provinces bénéficiant du filet de sécurité fédéral, sont maintenant recyclées de façon à réduire les coûts pour les agriculteurs, tout en conservant l'incitatif de réduire les émissions.

Le projet de loi C-234 pousse le Canada vers une pente glissante, où on examinera un à un chaque secteur et chaque intérêt spécial pour décider des exemptions. Chaque secteur peut trouver des raisons de dire qu'il mérite une exemption.

Certains parlementaires ont aussi fait des déclarations troublantes en s'engageant à éliminer la tarification du carbone et en laissant entendre que ce projet de loi est un cheval de Troie. J'ai écouté les interventions précédentes à propos de ce projet de loi; certains prétendent que le projet de loi C-8 n'aide pas les agriculteurs, parce que les remboursements fédéraux ne sont pas suffisants pour compenser les coûts associés à la taxe sur le carbone. Cet argument ne peut pas être vrai pour tous les secteurs.

Le gouvernement a aussi investi dans certaines choses comme le Programme des technologies propres en agriculture. Peut-être qu'il devrait être mieux financé, mais c'est tout de même la direction que nous devons prendre.

There are ever more examples of farms that are reducing their fossil fuel consumption and improving energy efficiency. For instance, a poultry farm in Linden, Alberta, has a 175-kilowatt rooftop system. In another case, a poultry barn built with a high efficiency thermal envelope reduced energy consumption by 83% per ton of eggs.

[*Translation*]

The fact that fossil fuel prices are set in international markets and are so volatile creates uncertainty in the agricultural sector. So it will be advantageous to move away from fossil fuels, and this legislation reduces that incentive.

[*English*]

As I explained in more detail before the Commons committee, Bill C-234 would entail creating a new fossil fuel subsidy. This is inconsistent with Canada's commitment to eliminate fossil fuel subsidies.

Finally, the sunset clause offers little comfort since the exemption expires in eight years. It would cause a sudden spike in the cost of fuels faced by farmers, leaving them ill-prepared and creating pressure on Parliament to extend this exemption. Indeed, the legislation as drafted contemplates a postponement of that sunset clause by simple resolution of both houses. We urge you to recommend against passage of the bill. Thank you.

**The Chair:** Thank you, Mr. Green. Thank you, witnesses, for your presentations. We will go to questions, starting with our deputy chair.

**Senator Simons:** I am a great supporter of carbon taxes as a clear and transparent way to incentivize people to use less carbon intensive techniques.

It seems to me, with all due respect to Dr. Harrison, that there is a problem with the way that our carbon tax is structured because the flow-through is not going to the farmers based on how much carbon they use, but based on their costs of operation. I was fond of Alberta's old carbon tax that the Notley government brought in, which did not give money back to individuals but used that money to fund green technology and green transition. It just seems to me that when I hear Ms. Cool-Fergus talking about the need for investment in technology and the need for incentives — I realize that I am now speaking somewhat outside the scope of this bill — that what we have here is a very blunt instrument that is not giving farmers the

Il y a toujours plus d'exploitations agricoles qui réduisent leur consommation de combustibles fossiles et qui améliorent leur efficacité énergétique. Par exemple, il y a une ferme avicole à Linden, en Alberta, qui a installé sur son toit un système de 175 kilowatts. Un autre exemple : on a construit un poulailler avec une enveloppe thermique à haute efficacité qui a permis de réduire la consommation énergétique de 83 % par tonne d'œufs.

[*Français*]

Le fait que les prix des combustibles fossiles soient fixés sur les marchés internationaux et qu'ils soient si volatils crée de l'incertitude dans le secteur agricole. Il sera donc avantageux d'abandonner les combustibles fossiles, et cette législation diminue cet incitatif.

[*Traduction*]

Comme je l'ai l'expliqué plus en détail devant le comité de la Chambre des communes, le projet de loi C-34 suppose de créer une nouvelle subvention pour les combustibles fossiles, ce qui est incohérent avec l'engagement du Canada d'éliminer les subventions pour les combustibles fossiles.

Pour conclure, la disposition de temporisation n'a rien de réjouissant, étant donné que l'exemption expire dans huit ans. Cela aurait pour conséquence de faire grimper soudainement les coûts des combustibles pour les agriculteurs, qui seront mal préparés pour cela, et les gens feraient pression sur le Parlement pour qu'il prolonge l'exemption. D'ailleurs, le projet de loi tel qu'il est rédigé permet de proroger la disposition de temporisation simplement par résolution des deux Chambres. Nous vous implorons de recommander le rejet du projet de loi. Merci.

**Le président :** Merci, monsieur Green. Merci aux témoins de nous avoir présenté vos exposés. Nous allons passer aux questions, en commençant par notre vice-présidente.

**La sénatrice Simons :** Je suis une grande partisane des taxes sur le carbone. C'est un moyen clair et transparent d'encourager les gens à utiliser des techniques qui ont une plus faible intensité carbonique.

Avec tout le respect que je vous dois, madame Harrison, j'ai l'impression que le problème, avec la façon dont notre taxe sur le carbone est structurée, c'est que les agriculteurs ne bénéficient pas des transferts en fonction de leurs émissions carboniques, mais plutôt en fonction de leurs coûts d'exploitation. J'aimais bien la vieille taxe sur le carbone en Alberta que le gouvernement Notley avait mise en place, parce que, au lieu de redonner l'argent aux gens, on l'utilisait plutôt pour financer les technologies propres et le virage vert. J'ai tout simplement l'impression, après avoir écouté Mme Cool-Fergus parler du besoin d'investir dans les technologies et de la nécessité d'avoir des incitatifs — et je sais que cela dépasse un peu la portée du projet de loi —, que ce que nous avons ici, c'est un mécanisme

help that they need to make the energy transition that they must make.

If you were going to start all over and design a carbon tax that actually worked, would you be more inclined to use the Notley model where the money went specifically to things like green public transit and green technological shift? It seems to me that if you are not giving the money back based on how much carbon you use, the incentive plan is all wrong. I would direct that to Ms. Cool-Fergus and Dr. Harrison.

**Ms. Cool-Fergus:** I feel that I will get a lot of questions given that I am the person in the room.

It is a great question, Senator Simons. To be honest, I'm not an expert on carbon pricing.

From my understanding of this bill, it simply does not reward those who have already made the effort either to increase the efficiency of the machinery that they do use or to find innovative solutions. This bill is also not an answer to the question that you have asked.

I don't think that it is a step in the right direction. As you say, the need for innovation and investments in green technologies are slightly outside of the scope of this bill. What is definitely not helpful is maintaining the status quo, where the government is not encouraging producers to reduce their emissions nor is it really providing them with financial relief on a very large scale.

**Ms. Harrison:** Figuring out a way to provide support using revenues from carbon taxing is pretty tricky. If I were paying \$100 per month in a carbon tax and I knew that I was going to get \$100 back, it would be like not having a carbon tax and I would not be responsive to that. The trick is designing support mechanisms that do not undermine that price signal.

Currently, there are two. There are the investments in the agricultural technology program. I may have the name wrong, but one possibility would be to put more money in there.

In addition, my understanding of the income tax credit is that they are taking the amount of money in carbon taxes that the federal government estimates is being taken in for natural gas and propane use and then rebating it across the whole sector relative to the scale of different farming operations. I do wonder about that. There is a trade-off there between narrowing the rebates to the sectors that are more carbon intensive without undermining the price signal and without getting the design so

sans aucune subtilité qui ne donne pas aux agriculteurs l'aide dont ils ont besoin pour effectuer la transition énergétique qu'ils doivent effectuer.

Si vous deviez recommencer du début et élaborer une taxe sur le carbone qui fonctionne réellement, auriez-vous plus tendance à utiliser le modèle Notley, où l'argent sert précisément à financer des choses comme les transports en commun verts et le virage technologique vert? Selon moi, si l'argent n'est pas redistribué en fonction de l'intensité carbonique, alors le régime d'incitatifs ne fonctionne pas du tout. Je pose la question à Mme Cool-Fergus et à Mme Harrison.

**Mme Cool-Fergus :** J'ai l'impression que je vais recevoir beaucoup de questions, puisque je suis la seule personne présente dans la salle.

C'est une excellente question, sénatrice Simons. Pour être honnête, je ne suis pas une experte en matière de tarification du carbone.

D'après ce que je comprends du projet de loi, il ne récompense tout simplement pas ceux qui ont déjà fait des efforts, soit pour que leur machinerie soit plus efficace, soit pour trouver des solutions novatrices. Ce projet de loi ne répond pas non plus à la question que vous avez posée.

Je ne pense pas que c'est un pas dans la bonne direction. Comme vous le dites, le besoin d'innover et d'investir dans le domaine des technologies vertes dépasse légèrement la portée du projet de loi. Ce qui n'est vraiment pas utile, c'est maintenir le statu quo, où le gouvernement n'encourage pas les producteurs à réduire leurs émissions et ne leur fournit pas réellement non plus de soutien financier à très grande échelle.

**Mme Harrison :** C'est assez compliqué de trouver un moyen de fournir du soutien en utilisant les recettes de la taxe sur le carbone. Si je devais payer 100 \$ par mois en taxes sur le carbone, tout en sachant que je vais recevoir 100 \$ en retour, ce serait comme s'il n'y avait pas du tout de taxe sur le carbone, et ce n'est pas quelque chose qui m'intéresserait. Le truc, c'est d'élaborer des mécanismes de soutien qui ne nuisent pas au signal de prix.

Actuellement, il y en a deux. Il y a les investissements dans le programme des technologies agricoles. Je me trompe peut-être de nom, mais une possibilité serait d'investir davantage dans ce programme.

Aussi, je crois savoir, par rapport au crédit d'impôt sur le revenu, que la somme qui est prise en taxes sur le carbone correspond aux estimations du gouvernement fédéral relativement à l'utilisation du gaz naturel et du propane, et ensuite, il y a une remise à l'échelle du secteur en fonction de la taille des différentes exploitations agricoles. Je m'interroge là-dessus. Il y a un équilibre à trouver, car il faut cibler les remises pour les secteurs qui produisent plus d'émissions



narrow that you are basically giving everyone their \$100 or \$1,000 back. That is what I would look at, namely, is there a way that it could be somewhat more directed without undermining the efficacy of the policy? I think both are good ideas. The question is could we do them in different ways or on a bigger scale.

**Senator Klyne:** Someone with the name of Alex Cool-Fergus deserves a question, but I have a question for Professor Harrison.

Professor Harrison, pollution pricing has been in effect in B.C. longer than it has been implemented in the rest of Canada, so B.C. should have a lot more data on the payoffs of this policy. Do you have any demonstrable data that you can share with us regarding the reduction of farming sector emissions in B.C.?

**Ms. Harrison:** One thing about B.C.'s carbon tax is that it was just like mana from heaven for economists because we had one province in a country that adopted a carbon tax but had similar data across provinces. Many high quality econometric analyses have found that the B.C. carbon tax worked and that the impacts were either very small or non-existent to the economy.

I do not know the particular details for agriculture, but I would be happy to send a list of references or copies of the abstracts of those studies to the clerk if that would be helpful.

**Senator Klyne:** That would be helpful. Thank you.

**Senator Oh:** The government claims that the purpose behind a carbon tax is to change the behaviour away from the consumption of fossil fuel to renewable energy, yet there's no commercially viable option to use natural gas or propane for things like grain dryers. Nor is there a viable option for tractors which currently operate on diesel fuel.

How are farmers supposed to change their consumption of fossil fuel when alternative sources of renewable energy are not yet available for their industry to the degree that it is needed?

**Ms. Cool-Fergus:** There are two different ways of reducing emissions from different equipment across sectors, not just in agriculture. One of them is improving efficiency. More efficient machines currently exist. There are significant differences in the percentage of fuel used, whether you are using an older or a

carboniques, sans nuire au signal de prix et sans que le mécanisme soit si spécifique que tout le monde finit essentiellement par récupérer ses 100 ou ses 1 000 \$. Voilà ce que j'étudierais : donc, y a-t-il une façon d'avoir un mécanisme qui soit un peu plus dirigé, sans pour autant nuire à l'efficacité de la politique? Je pense que ce sont deux bonnes idées. La question est : pourrions-nous faire les choses différemment ou à plus grande échelle?

**Le sénateur Klyne :** Je devrais poser une question à Mme Cool-Fergus — c'est son nom —, mais ma question s'adresse à Mme Harrison.

Madame Harrison, en Colombie-Britannique, la tarification de la pollution est en vigueur depuis plus longtemps que dans le reste du Canada. La Colombie-Britannique devrait donc avoir beaucoup plus de données sur les retombées de cette politique. Avez-vous des données concrètes que vous pourriez nous présenter en ce qui a trait à la réduction des émissions du secteur agricole de la Colombie-Britannique?

**Mme Harrison :** Une chose, à propos de la taxe sur le carbone en Colombie-Britannique, c'est que c'était comme une manne tombée du ciel pour les économistes, parce qu'il y avait une province au pays qui avait adopté une taxe sur le carbone, mais les données étaient similaires d'une province à l'autre. Beaucoup d'analyses économétriques de grande qualité ont conclu que la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique fonctionnait, mais que les conséquences économiques étaient soit très minimes, soit inexistantes.

Je ne suis pas au courant des détails pour l'agriculture en particulier, mais je me ferai un plaisir d'envoyer à la greffière une liste de références, ou alors des copies des résumés de ces études, si cela vous serait utile.

**Le sénateur Klyne :** Cela nous serait utile. Merci.

**Le sénateur Oh :** Le gouvernement prétend que le but d'une taxe sur le carbone est de changer les comportements, de façon à décourager la consommation de combustibles fossiles et d'encourager les énergies renouvelables, et pourtant, il n'y a aucune option viable, commercialement, pour utiliser le gaz naturel ou le propane pour certaines choses, comme le séchage du grain. Il n'y a pas non plus d'options viables pour les tracteurs qui fonctionnent actuellement au diésel.

Comment les agriculteurs sont-ils censés changer leurs habitudes de consommation de combustibles fossiles, quand leur industrie n'a pas accès à d'autres sources d'énergie renouvelable dans la mesure nécessaire?

**Mme Cool-Fergus :** Il y a deux manières de réduire les émissions provenant des différents équipements des divers secteurs, et pas seulement l'agriculture. Une façon est d'améliorer l'efficacité. Il existe déjà des machines plus efficaces. Il y a de grandes différences quant au pourcentage de

newer and cleaner technology. That is one way that it is possible to have a difference in the fuels that are used. The other way, of course, is innovation. To innovate, we need to develop a market for those innovations to emerge in Canada.

In a previous job, I worked in the municipal sector. I worked on green technologies for municipalities. One example is fire trucks or garbage trucks. Twenty years ago, there were absolutely no options and you had to go with a diesel truck. Today, because of innovation and because there is a market created for this — in large part, thanks to government intervention and supporting those early adopters — there are other ways and there are electric vehicles for both fire and garbage collection.

I am not arguing that there are no marketable solutions right now, but if there is no market signal pushing that kind of innovation, there won't be any more innovation, whether that is in eight years if this bill comes into effect and is sunset or longer down the road.

**Senator Oh:** Any comments from Professor Harrison?

**Ms. Harrison:** Yes. Complimentary to what Alex Cool-Fergus just said, the issue is not just incentivizing the farmers. There are other actors in the market who are being incentivized. The key ones are those who would design, innovate and create that new equipment. If they don't believe that farmers have an incentive from a price, they are not going to innovate or invest in the same way. My fear would be that, eight years from now, we'll be in the same situation. The ideal situation is that we would see that innovation. We would see it happening in Canada and adoption happening as soon as it is available.

My worry is also that by exempting these fossil fuel applications from the carbon price, this bill is undermining the credibility of that future price signal. It is sending a signal that says go to Parliament to see if you can get the carbon price on your sector eliminated.

**Senator Dalphond:** Thank you to the witnesses.

We heard from the previous panel today and before that farmers are the stewards of the land. That is why they embrace innovations in the green economy. I believe that is true. I share that vision of agriculture.

This means that we must have programs to encourage innovation. Ontario agriculture is providing programs and a new type of dryer for grain, for example. The federal government also

combustible utilisé, selon que vous utilisez de la vieille technologie ou de la technologie plus récente et plus propre. C'est donc une option pour réduire le combustible utilisé. L'autre solution, évidemment, c'est l'innovation. Pour innover, nous devons développer un marché, pour que ces innovations émergent au Canada.

Dans une autre carrière, j'ai travaillé dans le secteur municipal. J'ai travaillé sur les technologies vertes pour les municipalités. Par exemple, les camions de pompier ou les camions à ordures. Il y a 20 ans, il n'y avait absolument aucune autre option pour les camions que le diésel. Aujourd'hui, grâce à l'innovation et parce qu'on a créé un marché pour cela — et c'est en grande partie le fruit des interventions gouvernementales et de son soutien aux adopteurs précoces —, il y a d'autres options, et il y a les véhicules électriques pour les incendies et pour le ramassage des ordures.

Je ne dis pas qu'il n'y a aucune solution commercialisable présentement, mais, s'il n'y a pas de signal du marché pour stimuler ce genre d'innovation, alors il n'y aura plus d'innovation, que ce soit dans huit ans — si le projet de loi est adopté, jusqu'à la fin de sa durée prévue — ou encore plus loin dans l'avenir.

**Le sénateur Oh :** Avez-vous des commentaires, madame Harrison?

**Mme Harrison :** Oui. Pour compléter ce qu'a dit Mme Cool-Fergus, il ne s'agit pas seulement d'offrir des incitatifs aux agriculteurs. D'autres acteurs du marché sont encouragés. Principalement, ceux qui élaborent, innover et créent le nouveau matériel. S'ils ne croient pas qu'il y a un incitatif pour les agriculteurs à partir d'un certain prix, ils ne vont pas innover ou investir de la même manière. Ce que je crains, c'est que nous en soyons au même point dans huit ans. L'idéal serait de voir cette innovation. Il y aurait de l'innovation au Canada, et nous l'adopterions dès qu'elle sera offerte.

Une autre chose qui m'inquiète, c'est que, en créant une exemption à la tarification du carbone pour l'utilisation de ces combustibles fossiles, le projet de loi mine la crédibilité des signaux de prix futurs. Le signal qu'on envoie, c'est adressez-vous au Parlement si vous voulez faire éliminer la tarification sur le carbone dans votre secteur.

**Le sénateur Dalphond :** Merci aux témoins.

Aujourd'hui, et avant cela, d'autres témoins ont déclaré que les agriculteurs sont les gardiens de la terre. C'est pour cette raison qu'ils adoptent volontiers les innovations de l'économie verte. C'est ce que je crois. C'est aussi ma vision de l'agriculture.

Ce que cela veut dire, c'est que nous devons avoir des programmes qui encouragent l'innovation. En Ontario, le ministère de l'Agriculture offre des programmes, et aussi un

has put forward some programs. But we are told that these programs are essentially overrun and oversubscribed. When they are released — that is, assuming a number of applicants want to take advantage of these innovations and become greener — we do not have enough. They come now and they say, “Well, there is no alternative.” One witness said, “There is no alternative which is viable.” They qualify it. There are alternatives, but they are not viable.

Should we tell the government that it is going about it the wrong way by giving a rebate to farmers? Would it be better to use all of the money collected from the price on pollution to subsidize innovations and transformations instead of returning the money to the farmers?

**Ms. Cool-Fergus:** Shall I go first?

**Senator Dalphond:** Yes, any of you. I understand that you are a farmer and there is an economist or a PhD in this issue and a professor, so split your time.

**Ms. Cool-Fergus:** I will let the economist and the PhD answer.

**Mr. Green:** Sure. Thank you for the question.

There are interesting policy design questions about how you recycle revenue. It does make sense to reduce the costs for farmers because they are price takers on international markets, so revenue recycling makes a lot of sense. You can do it in a way, as the government has done, so that it does not undermine the price signal. That makes sense.

Another option might be to look at the fact that, for instance, the oil and gas sector has had extreme profit this year, and we could be taxing that at a higher rate and capturing more of that money and having more funds across the economy to invest in programs like the Agriculture Clean Technology Program.

One could also split the difference and give 50% of the money back — rebate it to farmers — and put more into a technology fund.

Another point on that fund, that fund is oversubscribed, but it is broader than just the individual operations that do get to put in a more energy-efficient dryer, for instance. It improves knowledge across the sector. It upscales the solutions provider, and that helps drive down costs over time.

nouveau type de sécheur à grain, par exemple. Le gouvernement fédéral a aussi mis en place certains programmes. Toutefois, on nous a dit, essentiellement, que ces programmes n’ont pas une capacité suffisante et qu’il y a trop de demandes. Quand ils sont mis en œuvre — lorsqu’il y a des candidats qui veulent tirer parti de ces innovations et prendre le virage vert —, ce que nous offrons n’est pas assez. Puis, on revient nous dire : « Bien, il n’y a pas d’autres solutions. » Un témoin nous a dit qu’il n’y a pas d’autres solutions viables. Voilà comment ils décrivent cela. Il y a d’autres solutions, mais aucune n’est viable.

Devrions-nous dire au gouvernement qu’il s’y prend mal en offrant une remise aux agriculteurs? Serait-il mieux de prendre tout l’argent tiré de la tarification de la pollution pour subventionner les innovations et la transformation, plutôt que de redonner l’argent aux agriculteurs?

**Mme Cool-Fergus :** Dois-je répondre en premier?

**Le sénateur Dalphond :** Oui, n’importe qui d’entre vous. Nous avons devant nous une agricultrice, un économiste ou quelqu’un qui a un doctorat sur le sujet et une professeure, alors vous pouvez vous partager le temps.

**Mme Cool-Fergus :** Je vais laisser l’économiste qui a un doctorat répondre.

**M. Green :** D’accord. Merci de la question.

Ce sont des questions intéressantes qu’il faut se poser quand on élabore des politiques sur le recyclage des recettes. Cela a du sens de réduire les coûts pour les agriculteurs, parce que ce sont eux les preneurs de prix dans les marchés internationaux, donc le recyclage des recettes est tout à fait logique. C’est possible d’intervenir, comme le gouvernement l’a fait, de façon à ne pas miner le signal de prix. C’est logique.

Une autre option est de prendre en considération le fait que, par exemple, le secteur pétrolier et gazier a fait des profits monstres cette année, alors peut-être qu’il devrait payer un impôt plus élevé, afin que nous puissions récupérer une plus grande partie de cet argent et avoir plus de fonds dans le reste de l’économie pour investir dans les programmes comme le Programme de la technologie propre en agriculture.

On pourrait aussi couper la poire en deux et redonner 50 % de l’argent — offrir aux agriculteurs une remise — et investir davantage dans un fonds de technologie.

Autre chose, au sujet du fonds. La demande est trop forte, mais ce fonds ne sert pas uniquement aux activités d’exploitation individuelles, par exemple un sécheur plus efficace. Il sert aussi à accroître les connaissances à l’échelle du secteur. Il aide les fournisseurs de solutions, ce qui aide à réduire les coûts au fil du temps.

So you are not necessarily looking for a fund that would fund every farm getting a more efficient grain dryer, but you are trying to push along the technological frontier and bring up the capacity of the solutions providers to arrive at farms with good solutions.

**Ms. Harrison:** I have nothing to add to what Mr. Green just said.

**Ms. Cool-Fergus:** I have a personal anecdote. I said that my husband is a greenhouse producer. We're in Quebec, so this law would not apply to us.

However, over the past year, he has begun the transition from his greenhouse away from natural gas to air-source heat pumps. As much as he is willing — and he is clearly an early adopter — there is no way that he could have done that simply by the cost savings that he will incur eventually because no one would accept that as a financial business case.

He did require a lot of different government interventions. In Quebec, we have certain programs that do not exist in the rest of Canada. But those programs have been extremely helpful, and he is able to fund an electrical alternative to his greenhouse.

That is one example. Government intervention, programs and rebates — programs are necessary and rebates are continuing with the market signal.

**Senator Klyne:** He is an early adopter, though, who is not rewarded for it.

**Senator Woo:** Thank you to the witnesses. I have a question for Mr. Green and Dr. Harrison, and then one for Ms. Cool-Fergus.

The question for the B.C.-based witnesses is on the design of the refundable tax credit and whether a slightly more targeted approach could be contemplated. I am hesitant to even suggest it. However, to the extent that we want to preserve the price signal but improve the coverage of the tax credit to the farms that dry grain and the farms that have broiler chickens for eggs and so on, what do you think about narrowing that rebate to that subset of farms? I am presuming that Canada Revenue Agency can identify them, first of all.

It would, in some senses, take away some of the incentive because you are getting back more of money that you spent on natural gas, but by the same token, there is still a price signal. The farms that have invested in more energy-efficient sources for heating their barns, for example, will benefit from it.

Donc, vous ne voulez pas nécessairement un fonds qui servira à financer toutes les exploitations agricoles pour qu'elles aient un sécheur plus efficace; ce que vous essayez de faire, c'est encourager le dépassement des limites technologiques et augmenter la capacité des fournisseurs de solutions, qui vont pouvoir offrir de bonnes solutions aux exploitations agricoles.

**Mme Harrison :** Je n'ai rien à ajouter à ce que M. Green vient de dire.

**Mme Cool-Fergus :** J'ai une anecdote personnelle. J'ai dit que mon époux est producteur de cultures en serre. Nous sommes du Québec, alors cette loi ne s'appliquera pas à nous.

Malgré tout, au cours de la dernière année, il a entrepris d'abandonner progressivement le gaz naturel pour sa serre, afin de le remplacer par une thermopompe à air. Malgré toute sa volonté — il est clairement un adopteur précoce —, cela lui aurait été impossible s'il devait simplement s'appuyer sur les économies qu'il réalisera à terme, parce que personne n'accepterait cela dans le cadre d'une analyse de rentabilité.

Il a eu besoin d'une multitude d'interventions gouvernementales. Au Québec, nous avons certains programmes qui n'existent pas dans le reste du Canada, mais ces programmes nous ont été extrêmement utiles, et il a pu recevoir des fonds pour alimenter sa serre à l'électricité.

Un autre exemple. Les interventions, les programmes et les remises du gouvernement... les programmes sont nécessaires, et les remises se poursuivent avec le signal du marché.

**Le sénateur Klyne :** Il est un adopteur précoce, mais on ne l'a pas récompensé pour autant.

**Le sénateur Woo :** Merci aux témoins. J'ai une question pour M. Green et pour Mme Harrison, puis une autre pour Mme Cool-Fergus.

Ma question pour les témoins de la Colombie-Britannique concerne la conception du crédit d'impôt remboursable; j'aimerais aussi savoir s'il serait possible d'envisager une approche légèrement plus ciblée. J'hésite même à le proposer. Mais, dans la mesure où nous voulons préserver le signal de prix tout en améliorant la couverture du crédit d'impôt pour les exploitations agricoles qui séchent le grain et les fermes qui produisent des poulets de chair, des œufs et ainsi de suite, que diriez-vous de limiter la remise à cette sous-catégorie d'exploitations agricoles? Je tiens pour acquis, avant toute chose, que l'Agence du revenu du Canada serait en mesure de les identifier.

D'une certaine façon, cela réduirait l'incitatif, parce que vous récupérez plus d'argent que vous n'en dépensez pour le gaz naturel, mais, du même coup, le signal de prix reste. Les exploitations agricoles qui ont investi dans des systèmes de

Could I get a response to that idea?

**Mr. Green:** Sure. Thank you for the question.

It is definitely a better approach than what this legislation does. If there is need to tweak the rebates, that is the way to go; it makes much more sense than removing the pricing signal.

Some of the examples I have seen are more claims that are made, and I have not seen the documented analysis about the costs of different operations. There are some numbers from Agriculture and Agri-Food Canada and the Parliamentary Budget Officer on what a different kind of operators have and how much of their total costs are based on fuel.

I actually don't think the variability is — it is there, but I am not sure it really deserves the tweak. One would have to dig into concrete numbers more to determine that.

**Ms. Harrison:** Similarly, I am not sufficiently familiar with the costs and variations within different sectors to know how much would be lost.

I can see some benefit in this, potentially, but I also worry that this one could easily become one of those slippery slopes where there is a lot of variation in the operating costs of many different farmers. We were hearing about them from the previous panel that, in some regions, it is more costly and it is not in others. That is just part of the cost of doing business. We don't subsidize certain farm operations versus others based on that.

It would be a tricky balancing act and one that would need to be undertaken by people who really have that kind of granular knowledge of the cost structures.

**Senator Woo:** Thank you for that.

If I could pick up on the point about variability in farm incomes, we talked about this in the last panel as well. My own suspicion is that the source of variability is much less due to on-farm fuels, particularly natural gas and propane, perhaps in the order of less than 0.5%. However, volatility is still a big problem for farmers because you are price takers and stuff happens in the world; crop prices collapse all of a sudden.

chauffage plus efficaces pour leurs granges, par exemple, seront récompensées.

Pourrais-je savoir ce que vous pensez de cette idée?

**M. Green :** Bien sûr. Merci de la question.

Il ne fait aucun doute que c'est une meilleure approche que celle proposée dans le projet de loi. S'il faut ajuster les remises, c'est la façon de faire; c'est beaucoup plus logique que d'éliminer le signal de tarification.

J'ai vu des exemples; il y a plus de demandes, mais je n'ai pas vu d'analyse documentée sur les coûts des différentes exploitations. Agriculture et Agroalimentaire Canada et le directeur parlementaire du budget ont fourni des chiffres sur les coûts des divers exploitants et sur la proportion de leurs coûts totaux attribuables aux combustibles.

À dire vrai, je ne pense pas que la variabilité est... il y en a, mais je ne suis pas certain si cet ajustement est vraiment nécessaire. Il faudrait vraiment examiner les chiffres concrets pour le savoir.

**Mme Harrison :** Moi non plus, je ne connais pas suffisamment bien les coûts et les variations dans les différents secteurs pour savoir combien on perdrait.

Je peux quand même voir certains avantages potentiels, mais ce qui m'inquiète, aussi, c'est que cela pourrait facilement devenir une autre de ces pentes glissantes, parce qu'il y a énormément de variations dans les coûts d'exploitation des nombreux agriculteurs. D'après ce que nous avons entendu des témoins du dernier groupe, les coûts sont plus élevés dans certaines régions et moins élevés dans d'autres. C'est tout simplement la rançon des affaires. Nous n'offrons pas de subventions à certaines exploitations agricoles en fonction de cela.

Ce serait difficile de trouver un équilibre, et il faudrait que cela soit fait par des gens qui ont vraiment une connaissance granulaire des coûts structureux.

**Le sénateur Woo :** Merci.

Pour revenir au sujet de la variation des revenus des exploitations agricoles, nous en avons aussi discuté avec le dernier groupe de témoins. Je soupçonne que la variation n'est pas tant causée par les combustibles utilisés dans les exploitations agricoles, en particulier le gaz naturel et le propane, je parle de peut-être moins de 0,5 %. Cependant, la volatilité est toujours un problème très important pour les agriculteurs, parce que ce sont les preneurs de prix, et, si quelque chose arrive ailleurs dans le monde, le prix des récoltes s'effondre tout d'un coup.

You had suggested, Ms. Cool-Fergus, that there should be some kind of support for price volatility on farms in general. Could you talk more about that? That is really the macro problem facing farms in general. We are zooming in on one very small part of the volatility problem that may not even be that big of a deal in the scheme of things.

**Ms. Cool-Fergus:** In this particular case, when we are speaking about on-farm fuels, the easiest way to remove that volatility is to reduce the amount of fuel that is required. That is, simply put, what I am suggesting and what I believe is truly necessary. The government can play a big role in doing that work because as we've seen with the war in Ukraine, the Canadian government does not control the price of fuel.

Yes, natural gas and propane have dropped quite dramatically over the past couple of years, and they are expected to continue to for a while. But there's nothing that is guaranteeing that that price will not just jump back up eventually.

**Senator Osler:** Thank you to the witnesses for being here today.

This bill contains an exemption for natural gas and propane. We have heard about the farmer tax credit in the Agricultural Clean Technology Program. I would be interested to hear from all three witnesses if you feel that there is sufficient pressure or incentives for the equipment makers to innovate and produce the scalable viable alternatives to fossil fuel grain-drying methods.

I am hearing the farmers are feeling squeezed, but with the market, is there enough pressure and/or incentives on the equipment makers? Maybe we will start with Ms. Cool-Fergus.

**Ms. Cool-Fergus:** I cannot pretend to be an expert in this specific sector. That is not my expertise.

I know many people have made this comparison already, but it is like the automotive and electric vehicle sector. If the government hadn't set targets for electric vehicles on the road by 2035, I don't believe that the market would be where it is today, but we see a huge uptake in people adopting electric vehicles. I do not believe that is an accident.

I am not sure, and I don't have a full answer to your question, because I don't know that market intimately. However, I would posit that is likely where the market would go if there were not just regulations but an ecosystem that was supporting that kind of innovation and sending those kinds of market signals.

Vous avez proposé, madame Cool-Fergus, qu'il y ait une sorte de soutien relatif à la volatilité des prix dans les exploitations agricoles en général. Pouvez-vous nous en dire davantage? Il s'agit vraiment d'un macro-problème pour les exploitations agricoles en général. Nous nous sommes penchés de très près sur une très petite partie du problème de la volatilité, alors que cela n'aurait peut-être même pas tant d'importance, en fin de compte.

**Mme Cool-Fergus :** Dans ce cas précis, s'il est question des combustibles agricoles, la meilleure façon d'éliminer la volatilité est de réduire la quantité de combustible utilisé. Voilà ce que je propose, simplement, et je crois que c'est vraiment nécessaire. Le gouvernement peut jouer un rôle important dans ce dossier, parce que, comme nous l'avons vu avec la guerre en Ukraine, le gouvernement canadien n'a pas de prise sur le prix des combustibles.

Oui, les prix du gaz naturel et du propane ont beaucoup chuté au cours des deux ou trois dernières années, et on s'attend à ce que la tendance se maintienne pour un bon moment, mais rien ne garantit que les prix ne vont pas remonter à un moment donné.

**La sénatrice Osler :** Merci aux témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Le projet de loi contient une exemption pour le gaz naturel et le propane. Nous avons entendu parler du crédit d'impôt aux agriculteurs dans le Programme des technologies propres en agriculture. Je serais curieuse de savoir si les trois témoins pensent qu'il y a suffisamment de pression sur les fabricants d'équipement ou suffisamment d'incitatifs qui leur sont offerts pour qu'ils innovent et produisent des solutions viables et échelonnables pour remplacer les méthodes de séchage du grain qui utilisent les combustibles fossiles.

J'ai entendu dire que les agriculteurs se sentent pressés comme un citron, mais, avec le marché, y a-t-il suffisamment de pression sur les fabricants d'équipement ou d'incitatifs pour eux? Peut-être que Mme Cool-Fergus peut commencer.

**Mme Cool-Fergus :** Je ne peux pas prétendre être une experte dans ce secteur en particulier. Ce n'est pas mon domaine d'expertise.

Je sais que beaucoup ont déjà fait cette comparaison, mais c'est comme dans le secteur de l'automobile et des véhicules électriques. Si le gouvernement n'avait pas fixé des cibles pour le nombre de véhicules électriques sur les routes d'ici 2035, je doute que le marché serait ce qu'il est aujourd'hui, mais on voit bien qu'il y a énormément de nouveaux acheteurs de véhicules électriques. Je ne pense pas que c'est une coïncidence.

Je ne sais pas, je n'ai pas de réponse complète à votre question, parce que je ne connais pas le marché intimement. Je dirais malgré tout que c'est probablement là où irait le marché, s'il y avait non seulement de la réglementation, mais aussi un

**Senator Osler:** Professor Harrison and Mr. Green?

**Ms. Harrison:** Thank you for the question; it is an important one.

In the previous panel — I was listening in with great interest — the panellists spoke about how important it is for farmers to innovate and to invest in improving the efficiency of their practices. I have no doubt that they do that. I come from a family of farmers myself. They are business people, and they are going to invest as long as it pays off for them.

The problem is that they won't necessarily invest in things that have social benefits rather than benefits for their own private operation. That is what the carbon price is doing. It is taking those social benefits and bringing them into the market.

My concern is that without the carbon price, we won't see farmers investing as much as we need to in order to achieve our climate goals. If the farmers don't have incentives to make those investments, then the equipment manufacturers who sell their products to the farmers also lack sufficient incentives. It is a combination of the two that are both influenced by carbon pricing.

**Mr. Green:** When I first got involved in this file and appeared before the House of Commons committee, I did some research and was delighted to discover that one of the equipment providers was marketing their biofuel grain dryer on the basis that it would help farmers save money on the carbon levy. That is exactly the kind of thing we want to see, that people who produce equipment are looking at opportunities. I have no doubt that, over time, we are going to see more and more heat pump powered grain dryers — which we already see for other crops in other countries — starting to make more inroads into Canada.

Another thing the committee could do, which would be helpful, is study ways to accelerate the deployment of renewable power and good connections to the grid for agricultural producers across the agricultural landscape in Canada. Thank you.

**Senator Pate:** Thank you to all of you for being here.

I am not a farmer. I don't come from a farming community. I did visit a permaculture farm this summer, and it was incredibly impressive to see to no reliance on fossil fuels. You are nodding, so you know what I am talking about. I had no idea about these things before.

écosystème qui soutient ce genre d'innovation et qui envoie ce genre de signaux de marché.

**La sénatrice Osler :** Madame Harrison, monsieur Green?

**Mme Harrison :** Merci de la question. C'est une question importante.

Le dernier groupe de témoins — j'écoutais avec beaucoup d'intérêt — a souligné à quel point il est important pour les agriculteurs d'innover et d'investir pour améliorer l'efficacité de leurs pratiques. Je n'ai aucun doute que c'est ce qu'ils font, je viens moi-même d'une famille d'agriculteurs. Ce sont des gens d'affaires, et ils vont investir tant que cela sera payant pour eux.

Le problème, c'est qu'ils ne vont pas nécessairement investir dans des choses qui offrent des avantages pour la société; plutôt, ils vont investir dans ce qui avantage leur propre exploitation. C'est ce que fait la tarification du carbone. On prend ces avantages pour la société et on les transpose dans le marché.

Ce qui me préoccupe, c'est que, sans la tarification du carbone, les agriculteurs ne vont pas investir autant qu'il le faudrait pour atteindre nos objectifs climatiques. S'il n'y a pas d'incitatifs pour encourager les agriculteurs à investir de cette façon, alors les fabricants d'équipement qui vendent leurs produits aux agriculteurs ne sont pas non plus suffisamment encouragés. C'est une combinaison de ces deux facteurs, qui sont influencés par la tarification du carbone.

**M. Green :** Quand j'ai commencé à étudier ce dossier et que j'ai témoigné devant le comité de la Chambre des communes, j'ai fait quelques recherches, et j'ai été ravi de découvrir qu'il y a un fournisseur d'équipement qui commercialise son sécheur à grain au biocombustible en mettant de l'avant que cela va aider les agriculteurs à sauver de l'argent sur la taxe sur le carbone. C'est exactement le genre de choses que nous voulons voir, que les gens qui produisent de l'équipement soient à l'affût des possibilités. Je suis convaincu que, au fil du temps, nous allons voir de plus en plus de sécheurs à grain alimentés par thermopompe — nous le voyons déjà pour d'autres récoltes dans d'autres pays —, et qu'ils seront de plus en plus utilisés au Canada.

Une autre chose que le comité pourrait faire et qui serait utile, ce serait d'étudier des moyens pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables et des connexions au réseau robustes pour les producteurs agricoles de tous les horizons au Canada. Merci.

**La sénatrice Pate :** Merci à vous tous d'être avec nous.

Je ne suis pas agricultrice. Je ne viens pas non plus d'une communauté agricole, mais j'ai visité une exploitation de permaculture, cet été, et j'ai été vraiment impressionnée de voir qu'elle n'utilisait pas de combustibles fossiles. Vous faites oui

The innovation there was really spawned by a young man, who is the youngest of a family of farmers, who wants to see farming continue but on a small level, not on the macro level that some on the former panel were talking about. I am curious about how much we're seeing that kind of innovation growing, but also a question that someone who knows more about this than me prompted me to ask is that the federal government has committed to conducting a review of its carbon pricing policies by 2026.

You mentioned — and I'm looking at you, Ms. Cool-Fergus, because you are right here — that if a review is eight years down the road, then innovation may not happen for those eight years. If there is supposed to be a review in 2026, it makes me wonder why there is an eight-year sunset clause if, in fact, there is supposed to be a review before then.

I am interested in your perspective on that as well as the folks in B.C., if they want to comment.

I apologize, Mr. Chair, that this is a bit out of the scope of your committee, but I'm interested in the whole idea of more focused development of sustainable farming, and if I saw an anomalous situation or if that is actually something that is a bigger trend.

**Ms. Cool-Fergus:** I will start with the question about the eight years.

To be frank, I would disagree with the eight-year timeline. I don't believe that this bill should be adopted. I believe it undermines not only innovation, but also the efforts that we heard about.

I read the testimony from the last committee meeting where public servants were sharing that it is likely that demand is going to exceed the amount of funding that is available for farms to be supported on their journey towards reducing their dependency on fossil fuels. That is very positive news. That also means that maybe there's room to look at these different programs and to supplement them so that all farmers can be supported.

On the permaculture piece, I'm not going to be telling farmers what to do, but I know that there have been very successful programs in Canada, as well as abroad, to support the health of soil, to support more biodiversity and that those kinds of agricultural practices — which, by the way, also sequester much more carbon — have also led to increased outputs regardless of the type of farm. That is something that is interesting and deserves to be looked at.

de la tête, alors vous savez de quoi je parle. Je ne savais pas que cela existait, avant.

Cette innovation vient en fait d'un jeune homme, le plus jeune d'une famille d'agriculteurs, qui veut que les activités agricoles se poursuivent, mais à plus petite échelle, au lieu de la macroperspective dont certains des témoins précédents ont parlé. Je serais curieuse de savoir dans quelle mesure ce genre d'innovation s'impose. J'aimerais aussi poser une question que quelqu'un qui en connaît plus que moi à ce sujet m'a demandé de poser : est-ce que le gouvernement fédéral s'est engagé à revoir ses politiques sur la tarification du carbone d'ici 2026?

Vous avez mentionné — je vous regarde, Mme Cool-Fergus, parce que vous êtes présente dans la salle — que, si l'examen est prévu dans huit ans, alors il n'y aura peut-être pas d'innovation durant cette période de huit ans. Si un examen est prévu en 2026, alors je me demande pourquoi il y a une disposition de temporisation de huit ans, si, dans les faits, il est censé y avoir un examen avant cela.

Je serais curieuse d'avoir votre avis là-dessus, et aussi celle des témoins de la Colombie-Britannique, s'ils veulent faire un commentaire.

Excusez-moi, monsieur le président, cela va au-delà de la portée de votre comité, mais l'idée de développer de façon plus ciblée une agriculture durable m'intéresse, et j'aimerais savoir s'il s'agissait d'une anomalie ou si c'est en fait quelque chose qui fait partie d'une plus grande tendance.

**Mme Cool-Fergus :** Je vais commencer par la question qui concerne la durée de huit ans.

Franchement, je ne souscrirais pas à cette durée de huit ans. Je ne crois pas que ce projet de loi devrait être adopté. Je crois qu'il freine non seulement l'innovation, mais aussi les efforts dont nous avons entendu parler.

J'ai lu les témoignages de la dernière réunion du comité, où les fonctionnaires disaient qu'il était fort possible que la demande excède le financement offert aux agriculteurs pour les aider à être moins dépendants de l'énergie fossile dans l'avenir. C'est une très bonne nouvelle. Cela peut-être aussi vouloir dire qu'on pourrait bonifier ces différents programmes pour que tous les agriculteurs soient soutenus.

Pour ce qui est de la permaculture, je ne dirai pas aux agriculteurs quoi faire, mais je sais que certains programmes de soutien pour la santé des sols et la biodiversité ont connu beaucoup de succès au Canada et à l'étranger et que les pratiques de ce genre en agriculture — qui, soit dit en passant, séquestrent beaucoup plus de carbone — ont aussi entraîné davantage de retombées, peu importe le type d'exploitation agricole. C'est quelque chose d'intéressant, et il vaut la peine de se pencher sur le sujet.



An example that I would provide — and I'm sure there are much smarter people than me who can provide more relevant examples — I know that in the U.K., after Brexit, when they had to develop their own agricultural policies to replace those that were being promoted by the European Union, they started looking much more seriously at the impacts that biodiversity had on farms and started building that into their programs because they recognized that it increased outputs.

I'm happy to discuss more about that later, but I will pass it over to the others.

**Ms. Harrison:** I have nothing to add on permaculture farming. It just sounds very cool, and I will have to look it up.

On the review of carbon pricing, I am delighted to hear that will happen. The previous one that was done in 2021 had a big impact in identifying inequalities across provinces, and the federal government's backstop closed loopholes. So I'm glad that that is going to happen.

My worry is about exempting a carbon price on an important sector before then because these are capital-intensive investments. It means that they last a long time. Between now and 2026, we could have farmers putting tens of thousands of dollars into fossil fuel intensive investments.

**Mr. Green:** On the innovation in farming, I had some interesting conversations with the folks from Farmers for Climate Solutions. I think that there is a lot of permaculture and other kinds of experimentation going on. People in Canada are very concerned about the rate at which we're losing biodiversity and the rate at which we're having soil erosion, climate change and so on. Many people are working on these issues.

There is the price signal that causes people to change behaviour, but I think a lot of us are acting based on the fact that we really want to see a different world, and I hope that that's what guides the committee today.

**The Chair:** I have a question, and then we will wrap it up because no one has signalled for a round two.

We heard in testimony last week that grain dryers are amortized over many years, and it costs hundreds of thousands of dollars to put some of them in. How do we say to farmers that they have to do better before that cost is amortized and they have paid off that loan? How do we say that they have to get rid of that one dryer to try something better when we've also heard that there are no alternatives in the pipeline or technology on the horizon that is viable? How do we respond?

Voici un exemple — et je suis certaine qu'il y a des gens beaucoup plus intelligents que moi qui peuvent donner des exemples plus pertinents. Je sais que le Royaume-Uni, après le Brexit, lorsque le pays a dû établir ses propres politiques agricoles pour remplacer celles mises de l'avant par l'Union européenne, a commencé à examiner beaucoup plus sérieusement l'incidence de la biodiversité sur les exploitations agricoles et a commencé à inclure cela dans ses programmes parce qu'il a reconnu que cela augmentait les retombées.

Cela me ferait plaisir d'en parler davantage plus tard, mais je vais céder la parole aux autres.

**Mme Harrison :** Je n'ai rien à ajouter sur la permaculture. Cela semble très intéressant et je vais devoir me renseigner là-dessus.

Je suis très heureuse d'entendre qu'il y aura un examen sur la tarification du carbone. Le dernier qui remonte à 2021 nous a grandement aidés à relever les inégalités entre les provinces, et le filet de sécurité du gouvernement fédéral a colmaté les brèches. Donc, je suis heureuse de savoir que cet examen aura lieu.

Ce qui m'inquiète, c'est que des secteurs importants auront droit à une exemption quant à la tarification du carbone avant cela, parce qu'il s'agit d'investissements à forte intensité en capital. Cela veut dire qu'ils durent longtemps. Entre aujourd'hui et 2026, des agriculteurs pourraient faire des investissements à forte intensité en capital de dizaines de milliers de dollars dans le secteur de l'énergie fossile.

**M. Green :** En ce qui concerne l'innovation dans le secteur de l'agriculture, j'ai eu des conversations intéressantes avec des gens de Fermiers pour la transition climatique. Je pense qu'il y a beaucoup de permaculture et que les gens expérimentent beaucoup de choses. Les Canadiens et les Canadiennes sont très préoccupés par la vitesse à laquelle la biodiversité diminue, la vitesse de l'érosion des sols, les changements climatiques et ainsi de suite. Beaucoup de gens se penchent sur ces questions.

Le signal de prix modifie le comportement des gens, mais je pense que beaucoup de gens agissent parce qu'ils veulent vraiment que le monde change, et j'espère que c'est ce qui motive le comité aujourd'hui.

**Le président :** J'ai une question, puis je vais conclure là, parce que personne n'a demandé de commencer une deuxième série de questions.

Nous avons entendu dire, pendant les témoignages, la semaine dernière, que le prix des séchoirs à grain est amorti sur de nombreuses années, et que leur installation coûte des centaines de milliers de dollars. Comment pouvons-nous dire aux agriculteurs qu'ils doivent en faire davantage avant même que ces frais soient amortis et qu'ils n'aient remboursé ce prêt? Comment pouvons-nous leur dire de se départir de ce séchoir pour essayer quelque chose de mieux alors que nous avons aussi

I would like to hear from all three of you. We will start with Mr. Green.

**Mr. Green:** Thank you for the question. My understanding is that a drain dryer is a very large piece of equipment with a lot of different components to it. The fact that the price on carbon keeps going up doesn't mean that you have to throw out the whole thing and replace it, that they would be able to do retrofits.

The key thing is, as Professor Harrison pointed out, we're worried about the people who are going to start making investments next year, the year after and the year after that. We want them to see the price signal.

This is a thing that is happening across the economy, and it's a problem faced in every sector. If we applied this argument to other sectors, we would eviscerate carbon pricing, our emissions would keep going up and the world would keep going into a more perilous state.

**Ms. Harrison:** I also think that's why maintaining a predictable price signal is so important. These are people making multi-decade investments, so knowing what to expect and it being predictable is essential for them. They may want to delay to wait and see, but I also think that the longer we wait, if we exempt, we are more likely to have stranded assets and to have greater demand for taxpayer support for shutting down equipment that already has lots of life in it. That's one of the advantages of carbon pricing with a predictable and steadily increasing carbon price.

**Ms. Cool-Fergus:** I would agree with the two other witnesses today. One piece I would add is the importance of not only providing support, like rebates or financial support, but also accompanying farmers in a very real way. Supporting them throughout their process, whether they are at the very beginning, not knowing anything at all about the existing alternatives or efficiency, or whether they are willing people who are ready to jump in but require support on choosing the right kind of technology for their farm. I think this is a very low-cost solution that can be provided to farmers.

I know that in many cases related to reducing emissions, half the battle is in the operation. It's a question of when you operate your machine, how you do it and making sure that you are turning it off at the right moment. There are all these different tiny pieces and little pieces of efficiency that add up to a larger number. I think that can be done as a first step for those who have just recently invested in high-emitting technologies.

entendu dire qu'il n'y a pas de solutions de rechange ni de technologie viable à l'horizon? Que pouvons-nous répondre?

J'aimerais connaître vos trois réponses. Nous allons commencer par M. Green.

**M. Green :** Merci de la question. Si je comprends bien, un séchoir à grain est un très gros équipement qui comprend différents éléments. Le fait que le prix du carbone ne cesse d'augmenter ne veut pas dire qu'il faut jeter tout l'équipement et le remplacer; ils pourraient l'adapter.

Ce qui est important, comme l'a souligné Mme Harrison, c'est que nous sommes préoccupés par les gens qui commenceront à investir l'année prochaine, l'année d'après, et celle d'après. Nous voulons qu'ils voient le signal de prix.

C'est quelque chose qui se passe dans toute l'économie, et c'est un enjeu auquel sont confrontés tous les secteurs. Si nous appliquons cet argument aux autres secteurs, nous neutraliserions complètement la tarification du carbone, nos émissions continueraient à augmenter et la situation dans le monde ne ferait que s'aggraver.

**Mme Harrison :** Je pense aussi que c'est pour cela qu'il est si important de maintenir un signal de prix prévisible. Ces gens font des investissements pour des dizaines d'années, il est donc essentiel pour eux de savoir à quoi s'attendre et que ce soit prévisible. Ils pourraient vouloir attendre, pour voir ce qui va se passer, mais je pense aussi que, plus nous attendons, si nous accordons des exemptions, plus il est probable que nous perdions des actifs et que nous nous retrouvions avec davantage de demandes de soutien — avec l'argent des contribuables — pour mettre au rebut de l'équipement qui pouvait encore servir longtemps. C'est un des avantages de la tarification du carbone, d'un prix qui augmente régulièrement et de façon prévisible.

**Mme Cool-Fergus :** Je serais d'accord avec les deux autres témoins d'aujourd'hui. J'ajouterais qu'il est important de fournir du soutien, comme des remises ou du soutien financier, mais aussi d'accompagner concrètement les agriculteurs. Il faut les soutenir tout au long de leur processus, qu'ils soient au tout début et ne connaissent rien au sujet des différentes options ou de l'efficacité ou qu'ils soient tout simplement prêts à faire le saut, mais ont besoin d'aide pour choisir la technologie adéquate pour leur ferme. Je pense que c'est une solution très peu coûteuse que l'on peut offrir aux agriculteurs.

Je sais que, lorsqu'il est question de réduire les émissions, on fait la moitié du travail en choisissant bien la façon de faire les choses. Il faut savoir quand faire fonctionner l'équipement, comment le faire et s'assurer de le fermer au bon moment. Il y a tous ces différents petits éléments et ces petits éléments liés à l'efficacité qui s'additionnent pour donner un plus grand nombre. Je pense que cela pourrait être la première étape pour ceux qui viennent tout juste d'investir dans des technologies à fortes émissions.

There are solutions to be taken from other sectors, and I think that the building sector is an interesting one because it is faced with very similar issues. If you just bought a new boiler that works on natural gas and you are being told to convert to a heat pump, what do you do? We can look to those sectors to understand the arc of innovation that has to happen over time.

**The Chair:** Thank you.

Colleagues, I would like to thank our witnesses on your behalf for their participation in our meeting. Folks, your assistance in the committee's examination of the bill is very much appreciated. Thank you, Dr. Harrison, thank you Mr. Green and thank you Ms. Cool-Fergus.

Thank you, committee members, for your active participation and thoughtful questions. I also want to thank, as I tend to, the folks and staff that support us and are behind us here. Your help, in so many ways, is very much appreciated.

Our next meeting is planned for Thursday, September 28 at 9:00 a.m. — that's this Thursday — when we will continue to hear from witnesses on Bill C-234, An Act to amend the Greenhouse Gas Pollution Pricing Act. I would like to have a short in camera session. I won't keep you for more than four minutes. We'll suspend. Is it agreed that we suspend?

**Hon. Senators:** Agreed.

**The Chair:** Thank you.

(The committee continued in camera.)

Les autres secteurs peuvent fournir d'autres solutions, et je pense que le secteur de la construction est très intéressant parce qu'il est confronté à des enjeux très similaires. Si vous venez d'acheter une nouvelle chaudière qui fonctionne au gaz naturel et qu'on vous dit de la remplacer par une thermopompe, que faites-vous? Nous pourrions étudier ces secteurs pour comprendre la courbure des innovations qui doivent se faire avec le temps.

**Le président :** Merci.

Chers collègues, en votre nom, j'aimerais remercier nos témoins d'avoir participé à notre réunion. Monsieur et mesdames, nous apprécions grandement l'aide que vous avez apportée à notre comité dans l'examen du projet de loi. Merci, madame Harrison, merci, monsieur Green, et merci, madame Cool-Fergus.

Merci, membres du comité, de votre participation active et de vos questions réfléchies. J'aimerais aussi remercier, comme je le fais habituellement, les gens et le personnel qui nous appuient. Vous nous aidez de tant de façons, et c'est très apprécié.

Notre prochaine réunion est prévue pour le jeudi 28 septembre à 9 heures — c'est jeudi prochain —, et nous entendrons d'autres témoins au sujet du projet de loi C-234, Loi modifiant la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre. J'aimerais discuter brièvement à huis clos. Cela ne prendra pas plus de quatre minutes. Nous allons suspendre la séance. Êtes-vous tous d'accord?

**Des voix :** Très bien.

**Le président :** Merci.

(La séance se poursuit à huis clos.)